

# CheckMate

Donner aux Européens les moyens d'agir  
pour une citoyenneté avertie des médias

# Guide de bonnes pratiques pour lutter contre la désinformation et l'éducation aux médias numériques



Co-funded by  
the European Union





Donner aux Européens les moyens d'agir  
pour une citoyenneté avertie des médias

Erasmus + - KA2 : Partenariat de Coopération – Adulte  
Projet n° 2023-1-AT01-KA220-ADU-000155104

# Guide de bonnes pratiques pour lutter contre la désinformation et l'éducation aux médias numériques



**Co-funded by  
the European Union**

Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or OeAD-GmbH.  
Neither the European Union nor the granting authority can be held responsible for them.

# Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Introduction   | 6  |
| 1. Le projet   | 8  |
| 2. Méthodologie et structure du document   | 9  |
| 3. Introduction au sujet   | 10 |
| • Désinformation et mésinformation   | 10 |
| • Éducation aux médias   | 11 |
| 4. Aperçu sur les phénomènes de désinformation, de désinformation et d'éducation aux médias dans tous les pays partenaires   | 12 |
| • Données sur l'éducation aux médias   | 12 |
| • Tendances actuelles en matière d'éducation des adultes et méthodologies  | 14 |
| • Épisodes nationaux au cours desquels la désinformation et la désinformation ont eu des effets négatifs sur les personnes marginalisées                               | 16 |
| • Obstacles et opportunités  | 17 |
| 5. Analyse du cadre juridique  | 19 |
| • 5.1. Dispositions constitutionnelles et législatives qui protègent la liberté d'expression, la liberté d'expression et la liberté de la presse au niveau national    | 20 |
| • 5.2. Institutions/organismes de régulation responsables de la régulation et de la supervision des plateformes de télévision, de radio et en ligne au niveau national | 21 |
| • 5.3. Des lois qui améliorent la transparence des plateformes   | 22 |
| • 5.4. Lois traitant spécifiquement de la désinformation et de la désinformation   | 22 |
| • 5.5. Cadre général du droit pénal sur la diffamation, la calomnie et la question de savoir si cela couvre la désinformation et la désinformation                     | 23 |
| • 5.6. Cadre de droit civil sur la diffamation, la calomnie et la question de savoir si cela couvre la désinformation et la désinformation                             | 24 |
| • 5.7. Instruments de droit non contraignant pertinents qui ont été adoptés au niveau national   | 24 |
| • 5.8. Initiatives législatives nouvelles et pertinentes / modifications de la législation existante en cours  | 25 |



|  |           |
|--|-----------|
| <b>6. Aperçu des besoins du groupe cible et analyse des chances, des obstacles, des besoins et des préoccupations</b>    | <b>26</b> |
| ● <b>Groupes de discussion</b>   | <b>27</b> |
| Désinformation et mésinformation   | 27        |
| Attitudes envers les médias  | 28        |
| Leçons apprises et expériences Réseaux sociaux   | 28        |
| Compromis : qualité ou quantité d'informations   | 29        |
| Pensée critique et analyse   | 29        |
| Mesures proactives et éducation  | 30        |
| ● <b>Entretiens individuels</b>  | <b>31</b> |
| Prestataires et éducateurs d'éducation des adultes   | 32        |
| Experts en digitalisation et développeurs web  | 32        |
| Gouvernement ou autorités publiques locales ou régionales  | 33        |
| Experts juridiques   | 34        |
| Agences et chaînes de médias d'information   | 35        |
| Influenceurs des médias sociaux  | 35        |
| <b>7. Analyse des bonnes pratiques identifiées</b>   | <b>36</b> |
| ● <b>Liste des meilleures pratiques des pays partenaires</b>   | <b>36</b> |
| Programmes de formation  | 36        |
| Cadres de compétences  | 38        |
| Pratiques ou méthodologies visant à stimuler l'acquisition de compétences essentielles en matière d'éducation aux médias | 38        |
| Stratégies   | 40        |
| Utilisation innovante des supports technologiques  | 40        |
| ● <b>Meilleures pratiques sélectionnées dans des pays non inclus dans le partenariat</b>                                 | <b>42</b> |
| ● <b>Aperçu des principales caractéristiques de l'analyse des bonnes pratiques</b>                                       | <b>44</b> |
| <b>8. Conclusions et suggestions</b>   | <b>46</b> |
| <b>9. Les références</b>   | <b>50</b> |
| ● <b>Sites Internet</b>  | <b>51</b> |

# Introduction

Le document actuel est le guide des meilleures pratiques « Lutter contre la désinformation et l'éducation aux médias numériques », l'un des premiers résultats du projet « **CheckMate** - Empowering Europeans against a Media-Savvy Citizenry » (cofinancé par Erasmus + Key Action 2 Project, Coopération partenariats en éducation des adultes). Ce guide a été créé à l'issue d'une recherche documentaire approfondie sur les principales questions liées à l'éducation aux médias dans les pays concernés et d'une analyse des besoins élaborée en contact direct avec les principales parties prenantes. Cette recherche est le fruit du dévouement et de la contribution de chacun des partenaires impliqués dans le projet.



Plus précisément, le partenariat comprend les organisations suivantes:

- ✓ **BürgerInnen Forum Europa**  
— Autriche
- ✓ **Neapolis University Pafos**  
(NUP) — Chypre
- ✓ **Athens Lifelong Learning Institute**  
— Grèce
- ✓ **Centro per lo Sviluppo Creativo**  
“Danilo Dolci” (CSC) — Italie
- ✓ **Syncnify** — France
- ✓ **Vsi Socialiniu inovaciju centras**  
(SIC) — Lituanie

# 1. Le projet

Le problème mondial de la lutte contre la diffusion de faux rapports et d'informations préjudiciables à la paix, à la sécurité et à la coopération existe depuis des centaines d'années. Aujourd'hui, le désir de trouver une solution s'est accru parallèlement à l'influence croissante des médias, intensifiée par le rôle que jouent les médias sociaux dans l'information du public. Bien qu'un certain nombre d'idées circulent dans les forums intergouvernementaux sur la manière de limiter les effets néfastes de la désinformation, la prévalence de la désinformation en ligne et hors ligne menace toujours l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et la sécurité de tous les citoyens. En outre, en brouillant les frontières entre le faux et le vrai, la désinformation mine la confiance du public dans un journalisme de qualité et dans son rôle dans une société démocratique. Même au début de la pandémie de COVID-19, les médias sociaux étaient inondés d'histoires variées prétendant décrire des remèdes miracles potentiels contre la maladie. La plupart de ces histoires étaient infondées, basées sur des oui-dire et, dans certains cas, elles avaient des conséquences extrêmement dangereuses au niveau communautaire. Aujourd'hui, il est plus évident que jamais que la propagande, la désinformation et les fausses nouvelles peuvent polariser l'opinion publique, promouvoir l'extrémisme violent, les discours de haine et, en fin de compte, saper les démocraties et réduire la confiance dans les processus démocratiques<sup>1</sup>. Le projet CheckMate vise à sensibiliser, en transformant l'aliénation en engagement constructif, parmi les parties prenantes du sujet, en favorisant le dialogue social et en permettant des solutions nouvelles et innovantes. En outre, CheckMate formera des adultes de toute origine sociale, d'âge, religieuse, économique et ethnique, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables et marginalisés, pour qu'ils soient capables de filtrer de manière critique, d'enquêter sur les sources, de vérifier les contenus et de catégoriser toutes les informations reçues, en les tournant chaos en capacités critiques et analytiques. Dans cet effort, CheckMate intégrera et promouvra l'utilisation de solutions technologiques innovantes. Plus précisément, le projet CheckMate vise quatre objectifs principaux:

- ✓ Lutter contre la désinformation, tout en rapprochant le droit international des citoyens européens.
- ✓ Renforcer l'éducation aux médias en formant les participants à des stratégies et méthodes innovantes pour évaluer les reportages médiatiques.
- ✓ Sensibiliser et promouvoir le dialogue social entre les parties prenantes dans le but de développer de nouvelles solutions à la désinformation et suggérer des recommandations politiques pertinentes.
- ✓ Promouvoir l'utilisation de nouvelles technologies avancées par les parties prenantes et les participants pour résoudre ce problème.

Pour atteindre ces objectifs, le projet CheckMate comprend les activités suivantes, qui suivront la phase de recherche actuelle:

- ✓ Organiquesation de sessions d'information numériques et d'ateliers avec la société civile et d'autres parties prenantes pour sensibiliser à l'aide de plateformes métaverses innovantes, réalisant plus de 150 utilisateurs dans 6 pays.
- ✓ Développement d'un cours de formation en ligne et d'une extension de la navigation Web pour renforcer l'éducation critique aux médias.
- ✓ Développement de la plateforme de réseautage Metaverse contenant des fonctionnalités telles que la personnalisation des avatars et des lieux, des outils de mise en réseau, des analyses et l'intégration avec d'autres applications.
- ✓ Élaboration d'un rapport de politique et de recommandations basé sur les expériences de mise en œuvre du projet sur les moyens de lutter contre la désinformation.

<sup>1</sup> Forum économique mondial, Rapport sur les risques mondiaux 2024, 2024

# 2. Méthodologie et structure du document

Ce document est un guide de bonnes pratiques basé sur une recherche conçue pour être une étude approfondie du thème de l'éducation aux médias à travers une double perspective et une approche holistique. La double perspective se révèle dans la double nature des recherches menées : **1)** la première phase de la recherche s'appuie sur des documents normatifs et des rapports officiels ; **2)** et la deuxième phase est basée sur un contact direct avec les parties prenantes et les groupes cibles. Le résultat de ces activités de recherche a permis au partenariat de réaliser une analyse des besoins basée sur un contact direct avec les bénéficiaires potentiels et structurée selon une approche transversale, tout comme la question des médias et le besoin d'éducation aux médias sont transversaux à plusieurs niveaux. L'objectif était de dresser un portrait aussi complet que possible des sujets du projet. Ainsi, les macro-thèmes ont été abordés à travers une approche comparative, qui a permis d'avoir un regard sur l'ensemble des pays partenaires.

L'organisation des sujets du guide des meilleures pratiques « Lutter contre la désinformation et l'éducation aux médias numériques » suit la structure mentionnée ci-dessous :

- 1. Introduction aux thématiques et aux contextes nationaux :** la première partie sera une introduction au thème, suivie d'une description du phénomène de désinformation, de désinformation et d'éducation aux médias dans les pays concernés. Cette section mettra en lumière des données statistiques sur les habitudes de recherche d'informations et de consommation, avec une référence aux cas de fausses nouvelles qui ont fait le plus de bruit dans les pays partenaires.
- 2. Analyse du cadre juridique national :** Ensuite, le sujet sera abordé sous l'angle du cadre institutionnel et juridique, en se concentrant spécifiquement sur les réglementations en vigueur dans les pays étudiés ; l'équilibre entre le besoin de protection et de contrôle des fausses nouvelles et la liberté d'expression ; les organismes institutionnels chargés du contrôle des médias et de la protection des citoyens.
- 3. Consultations et points de vue des gens :** Le chapitre suivant sera consacré à l'analyse des résultats des entretiens avec les parties prenantes identifiées et à l'analyse des besoins provenant des groupes de discussion avec les bénéficiaires potentiels. Cette partie de la recherche a été structurée à partir d'un ensemble de questions partagées sur le thème des médias, des perceptions des médias sociaux, de la pensée critique et des mesures éducatives à prendre en compte.
- 4. Analyse des bonnes pratiques :** Dans cette section, les meilleures pratiques identifiées sur les projets ou initiatives d'éducation aux médias sont présentées. Les lecteurs auront un aperçu de l'ensemble des 31 meilleures pratiques identifiées, se faisant ainsi une idée de ce qui a été une mise en œuvre réussie ces dernières années sur le terrain.
- 5. Conclusions :** les conclusions, qui clôtureront la partie la plus substantielle de ce guide, seront le résultat des réflexions menées, compte tenu de ce qui a été analysé ces derniers mois. En croisant les résultats les plus importants et les réflexions accumulées avec les experts et chercheurs impliqués, le document fournira des conclusions significatives et utiles pour le développement du contenu futur du projet CheckMate, mais également pour fournir des orientations pour la création et le renforcement de politiques éducatives dans le domaine des médias et de la protection des citoyens. Des annexes avec la liste de toutes les Bonnes pratiques suivront, donnant ainsi l'occasion de approfondir sur des pratiques spécifiques pour les lecteurs intéressés.

# 3. Introduction au sujet

## EN BREF:

**Mésinformation** se produit lorsque des informations inexactes sont diffusées sans intention de tromper ou de nuire, souvent en raison d'une mauvaise interprétation, d'un malentendu ou d'un manque de connaissances.

**Désinformation** implique la diffusion intentionnelle et délibérée d'informations fausses ou trompeuses dans le but de manipuler, tromper ou influencer l'opinion publique pour obtenir un avantage politique, social ou économique. La **désinformation** peut engendrer confusion et malentendus, tandis que la désinformation sape la confiance dans l'information et l'opinion publique, étant particulièrement préjudiciable en raison de son intention clairement manipulatrice.

**Éducation aux médias** englobe les compétences et les aptitudes nécessaires à un développement conscient et indépendant dans l'environnement numérique, mondial et multimédia moderne. L'éducation aux médias est devenue une priorité dans les programmes éducatifs de l'UE, évoluant vers un concept multidimensionnel qui inclut des compétences cognitives, émotionnelles et sociales pour naviguer de manière critique et consciente dans le paysage médiatique.

## Désinformation et mésinformation

La gravité de la désinformation et de la mésinformation est soulignée par des rapports récents, notamment par le fait que le Forum économique mondial les identifie comme le principal risque mondial. Les progrès technologiques, en particulier l'IA conviviale, ont facilité la prolifération de fausses informations et de contenus « synthétiques », incitant les gouvernements à adopter des réglementations évolutives pour lutter contre ces menaces. Cependant, des défis subsistent, notamment l'émergence de nouvelles formes de criminalité telles que la pornographie deepfake et la manipulation boursière. En outre, l'équilibre complexe entre la prévention de la désinformation et la sauvegarde de la liberté d'expression pose un dilemme aux gouvernements, les régimes autoritaires exploitant potentiellement le contrôle réglementaire pour porter atteinte aux droits humains. L'expansion continue des médias et des réseaux sociaux exacerbe la complexité du problème, nécessitant des mécanismes complets d'éducation, de contrôle et de protection par les institutions. Dans un tel contexte, il est crucial de clarifier la distinction entre mésinformation et désinformation. La **mésinformation** se produit lorsque des informations inexactes ou incorrectes sont diffusées sans intention de tromper ou de nuire, mais sont destinées à être perçues par leurs destinataires comme sérieuses et factuelles. Cela peut se produire pour diverses raisons, telles qu'une mauvaise interprétation, un malentendu ou un manque de connaissances. D'autre part, la **désinformation** implique la diffusion intentionnelle et délibérée d'informations fausses ou trompeuses dans le but de manipuler, tromper ou influencer l'opinion publique. Les personnes ou entités qui diffusent de la désinformation ont clairement l'intention d'obtenir un avantage politique, social ou économique. Les sources de désinformation peuvent être des gouvernements, des organisations politiques, des groupes d'intérêt ou des acteurs non étatiques qui cherchent à influencer l'opinion publique pour atteindre des objectifs spécifiques. Même si la désinformation peut engendrer confusion et malentendus, la désinformation est particulièrement néfaste car elle mine la confiance dans l'information et dans l'opinion publique. Les deux peuvent avoir des conséquences négatives pour la société et la démocratie, mais la désinformation est généralement considérée comme plus néfaste car elle est orchestrée dans un but clairement manipulateur<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> LibertiesEU, Misinformazione vs Disinformazione: definizione ed esempi, extrait de [www.liberties.eu/it/stories/misinformazione-vs-disinformazione/43752](http://www.liberties.eu/it/stories/misinformazione-vs-disinformazione/43752)

## Éducation aux médias

Éducation aux médias est le terme utilisé pour décrire les compétences et aptitudes requises pour un développement conscient et indépendant dans ce nouvel environnement communicatif, numérique, mondial et multimédia. Il est considéré comme le résultat du processus d'éducation aux médias. Cependant, le concept a de multiples facettes et coexiste avec d'autres termes tels que culture audiovisuelle, culture numérique, etc. L'éducation aux médias et son résultat, l'éducation aux médias, ont été décrits et définis pour la première fois dans le contexte international par l'UNESCO, dans le cadre d'un processus d'analyse qui a débuté en 1982 avec la conférence de Grünwald et s'est poursuivi avec d'autres événements dédiés jusqu'à la conférence de Séville en 2002. Le travail de l'UNESCO se concentre sur ce que l'on appelle l'éducation aux médias, qui est le prédécesseur immédiat de l'éducation aux médias au sens le plus large. En Europe, au début des années 2000, le terme éducation aux médias a été utilisé conjointement avec l'éducation aux médias dans le but d'inclure et d'élargir l'alphabétisation numérique et de réduire la fracture numérique. Ce processus a été soutenu par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne, qui ont soutenu en 2006 et 2007 un groupe d'experts dans le domaine de l'éducation aux médias et ont lancé une consultation publique sur le sujet. Le travail a également été soutenu par la Charte européenne des médias et par plusieurs régulateurs des médias publics<sup>3</sup>. Depuis lors, l'éducation aux médias a toujours été présente dans les agendas de l'Union européenne et est devenue ces dernières années une priorité dans le domaine de l'éducation. De nos jours, la signification de l'éducation aux médias s'est élargie et enrichie. Il s'agit désormais d'un concept multidimensionnel qui dépasse la simple compréhension médiatique. Il s'agit d'un ensemble de compétences cognitives, émotionnelles et sociales qui permettent aux individus de naviguer de manière critique et consciente dans le paysage médiatique complexe. Cela implique une conscience profonde de la dynamique du pouvoir et du contrôle au sein des média<sup>4</sup>.

Cela implique de comprendre les mécanismes économiques, politiques et culturels qui influencent la production, la distribution et la jouissance du contenu médiatique. Cela nécessite la capacité d'interroger de manière critique les médias et leurs représentations de la réalité. Cela implique non seulement d'analyser le contenu explicite des messages médiatiques, mais également d'examiner les perspectives implicites, les omissions et les perspectives cachées. Il est important de reconnaître que les médias ne sont pas simplement des véhicules d'information neutres, mais qu'ils reflètent et influencent activement les idéologies, les normes sociales et les relations de pouvoir présentes dans la société. De ce point de vue, l'éducation aux médias encourage une participation active et responsable aux médias. Cela implique la capacité de produire et de partager du contenu qui adhère aux principes éthiques et favorise un dialogue constructif et inclusif. À l'ère du numérique, les frontières entre les anciens et les nouveaux médias s'estompent de plus en plus, ce qui nécessite une éducation capable de naviguer dans ces contextes médiatiques complexes.<sup>5</sup>

Il s'agit essentiellement d'un processus continu d'apprentissage et de réflexion qui nécessite un engagement constant à remettre en question les récits médiatiques dominants et à promouvoir une communication plus inclusive, équitable et démocratique.

3 Pérez Tornero José Manuel, Media Literacy New Conceptualisation, New Approach, janvier 2008, Suède : Centre d'échange international sur les enfants, les jeunes et les médias

4 Hobbs R. Fondations pour l'éducation aux médias, Université de Rhode Island, 2019

5 Ibid.

# 4. Aperçu sur les phénomènes de mésinformation, de désinformation et d'éducation aux médias dans tous les pays partenaires

## EN BREF:

- **France:** Tradition enracinée d'éducation aux médias basée sur la pensée critique pour la citoyenneté. Plus de 90 % des habitants de France métropolitaine sont connectés à Internet, ce qui témoigne d'un niveau important de culture numérique.
- **Italie:** Des défis importants en matière d'éducation aux médias et d'utilisation accrue des plateformes numériques pour l'information. L'Italie est l'un des pays européens avec le plus grand nombre de contenus supprimés de Facebook et d'Instagram au premier semestre 2023, ce qui indique une exposition considérable à la désinformation en ligne.
- **Grèce:** A montré une amélioration globale au cours des dernières années, indiquant un progrès dans le rattrapage. Excelle dans le segment démographique le plus jeune, avec 88 % des individus âgés de 16 à 24 ans possédant des compétences numériques de base.
- **Chypre:** Classé en dessous de la moyenne européenne en termes de compétences numériques de base, de compétences numériques supérieures et de compétences de base en création de contenu numérique. Classé 25e sur 35 pays de la région européenne en termes d'éducation aux médias.
- **L'Autriche:** Un nombre important de citoyens adultes possèdent des compétences numériques moyennes ou supérieures à la moyenne, mais la capacité à distinguer les informations erronées constitue un défi. Le temps consacré à l'utilisation des médias a diminué dans la plupart des catégories en 2022 par rapport à l'année précédente.
- **Lituanie:** Confronte des défis pour améliorer l'éducation aux médias de la population, avec un niveau relativement faible par rapport à la moyenne européenne. La Lituanie se classe en dessous de la moyenne européenne en termes d'éducation aux médias selon l'indice DESI.

# Données sur l'éducation aux médias

Le contexte analysé – en tenant compte des pays partenaires du projet – montre un scénario diversifié avec des personnes ayant plus ou moins d'éducation numérique et médiatique. Cependant, une préoccupation commune concerne la manière dont les citoyens peuvent faire face aux menaces croissantes de désinformation.

En **France**, l'éducation aux médias a une forte tradition, ancrée dans le rôle central de la pensée critique dans la citoyenneté. Selon le rapport 2022 du Lab Société Numérique de la République Française, plus de 90 % des habitants de France métropolitaine sont connectés à Internet, soulignant un niveau important de culture numérique. Ce taux élevé de connectivité reflète une société de plus en plus plongée dans l'ère numérique. Cependant, il existe des inquiétudes liées à la sécurité d'Internet, mises en évidence par le fait que 69 % des Français accèdent chaque semaine à l'information en ligne, selon le rapport 2022 de l'actualité numérique du Reuters Institute. exposition à la désinformation en ligne<sup>6</sup>.

En **Italie**, l'éducation aux médias est confrontée à des défis importants malgré l'utilisation accrue des plateformes numériques pour accéder à l'information. Selon l'Autorité de Garantie des Communications (AGCOM), en 2020, les Millennials préfèrent Internet et les réseaux sociaux pour s'informer, démontrant un changement significatif dans leurs habitudes de consommation par rapport aux générations précédentes<sup>7</sup>. L'Italie se distingue également comme l'un des pays européens avec le plus grand nombre de contenus supprimés de Facebook et d'Instagram au premier semestre 2023, avec plus de 45 000 de Facebook et 1 900 d'Instagram, comme l'indique le rapport 2023 de Meta. Malgré cela, la télévision reste toujours la principale source d'information, même si les critiques se multiplient quant à sa qualité et sa fiabilité, avec 71,8% des personnes exprimant des opinions négatives sur sa fiabilité, selon les données du Centro Studi Investimenti Sociali<sup>8</sup>.

**La Grèce** se classe 25e sur 27 États membres de l'UE dans l'indice de l'économie et de la société numériques (DESI) 2022, mais a montré une amélioration globale ces dernières années, indiquant un progrès dans son rattrapage. Dans le domaine des services publics numériques, la Grèce a connu une augmentation du nombre d'utilisateurs actifs des services gouvernementaux en ligne et compte un pourcentage important de sa population possédant des compétences numériques de base. 52 % des individus âgés de 16 à 74 ans possèdent des compétences numériques de base, ce qui correspond à la moyenne européenne de 54 %, selon le même rapport DESI<sup>9</sup>. Plus précisément, la Grèce excelle dans le segment démographique le plus jeune, avec 88 % des individus âgés de 16 à 24 ans possédant des compétences numériques de base, ce qui dépasse la moyenne de l'UE de 71 %. Toujours selon l'indice DESI, **Chypre** se classe au 20e rang dans l'UE, avec un score inférieur à la moyenne en termes de compétences numériques de base, de compétences numériques supérieures et de compétences de base en matière de création de contenu numérique. En outre, les adultes chypriotes vivant dans les villes ont un pourcentage plus élevé de compétences numériques supérieures (25,56 %) que ceux vivant dans les villes et les banlieues (13,89 %) et les zones rurales (15,42 %). L'Initiative politique européenne de l'Open Society Institute, Media Literacy Index-Sophia, classe Chypre au 25e rang sur 35 pays de la région européenne. L'indice évalue le potentiel de résilience face aux fausses nouvelles et utilise des indicateurs sur la liberté des médias, l'éducation et la confiance envers les gens. En **Autriche**, un nombre important de citoyens adultes possèdent des compétences numériques moyennes ou supérieures à la moyenne. Cependant, des études récentes montrent que de nombreux adultes ont du mal à distinguer les informations erronées des informations exactes, notamment sur les réseaux sociaux (Biringer, 2023). Au troisième trimestre 2022, les Autrichiens âgés de 16 à 64 ans ont passé en moyenne 5 heures et 22 minutes par jour sur Internet, dont plus d'une heure et demie sur les réseaux sociaux. Le temps consacré à l'utilisation des médias a diminué dans la plupart des catégories en 2022 par rapport à l'année précédente. Dans l'ensemble, les valeurs de l'Autriche dans la plupart des catégories étaient inférieures à la moyenne mondiale<sup>10</sup>.

Enfin, la **Lituanie** est confrontée à des défis pour améliorer l'éducation aux médias de la population. Selon une étude menée en 2020, malgré les efforts continus, le niveau d'éducation aux médias reste relativement faible, enregistrant seulement 37,8 points, comme l'indique l'étude « Spinter » de 2017. En outre, l'indice DESI confirme que la Lituanie se classe en dessous de la moyenne européenne en termes d'éducation aux médias.<sup>11</sup>

6 Viard-Guillot L., 82% des internautes protègent leurs données personnelles en ligne, 2022

7 Agicom, L'information à la preuve des jeunes, service économique et statistique, 2020

8 Censis, 18° Rapport sur la communication, I media della crisi, Rome, 2022

9 Commission européenne (2022), Digital Economy and Society Index (DESI) 2022, Grèce

10 Statista.de, Tägliche Nutzungsdauer verschiedener Medien in Autriche in den Jahren 2021 und 2022

11 Commission européenne (2022), Digital Economy and Society Index (DESI) 2020, Lituanie

## EN BREF:

- **France:** Le gouvernement, les universités et les ONG collaborent à des initiatives d'éducation aux médias, notamment des programmes éducatifs et des ressources de vérification des faits.
- **Italie:** La Stratégie nationale en matière de compétences numériques et le Fonds pour une République numérique visent à améliorer la culture numérique et à soutenir les efforts d'éducation aux médias menés par la chaîne publique RAI.
- **L'Autriche:** L'Autorité de régulation de la radiodiffusion et des télécommunications et des ONG comme « Saferinternet.at » promeuvent l'éducation aux médias et combattent la désinformation par le biais de formations et de ressources.
- **Chypre et Grèce :** MedDMO et Fact Check Chypre mènent des efforts visant à démystifier les fausses nouvelles et à promouvoir l'éducation aux médias, soutenus par des institutions universitaires comme l'Université de technologie de Chypre.
- **Lituanie:** Des initiatives stratégiques telles que « Lituanie 2030 » se concentrent sur l'intégration de l'éducation aux médias dans l'éducation et sur la promotion d'une consommation responsable des médias, les universités jouant un rôle clé dans la recherche et l'éducation.

## > Tendances actuelles en matière d'éducation des adultes et de méthodologies

Parmi tous les pays impliqués dans la recherche, les gouvernements nationaux, les universités et les associations du tiers secteur sont les principaux moteurs de la création et du développement d'initiatives et de projets dédiés à l'éducation aux médias. En **France**, plusieurs programmes et initiatives ont été lancés pour lutter contre la désinformation en ligne et promouvoir l'éducation aux médias. Le Centre d'éducation aux médias et à l'information (CLEMI) joue un rôle clé dans le développement de programmes éducatifs et l'intégration de l'éducation aux médias dans les programmes de formation.<sup>12</sup> Ce centre est soutenu par le ministère de la Culture qui, grâce à des fonds dédiés, soutient également de nombreux médias locaux dans l'organisation d'activités pédagogiques. France Info, par exemple, a créé les « Ateliers de l'Info » pour encourager la pensée critique sur l'information, tandis que des initiatives nationales telles que « Valeurs de la République » visent à promouvoir des comportements éthiques en ligne<sup>13</sup>.

L'AFP (Agence France-Presse) propose des ressources et des formations sur la vérification des faits, tandis que le CLEMI intègre des exemples de contenus trompeurs dans ses cours. En parallèle, des institutions académiques prestigieuses telles que Sciences Po Paris proposent des cours spécifiques d'éducation aux médias pour adultes, offrant ainsi la possibilité d'améliorer leurs capacités de pensée critique et d'évaluation de l'information. Les ONG, telles que l'EU Disinfo Lab, contribuent activement à la lutte contre la désinformation en fournissant des ressources en ligne, en organisant des webinaires et des ateliers pédagogiques pour sensibiliser à la reconnaissance et à la lutte contre les fausses nouvelles<sup>14</sup>. Enfin, France Médias Monde, qui regroupe les chaînes de télévision et de radio internationales France 24, RFI et Monte Carlo Doualiya, joue un rôle important dans la lutte contre la désinformation en proposant des émissions régulières sur la déconstruction des fausses informations, permettant aux participants d'approfondir connaissance des pratiques journalistiques<sup>15</sup>.

12 Ministère de la Culture, Media Mobilisation für Medien- und Informationskompetenz. 2023

13 Les Ateliers de l'Info. 2023, Abgerufen von <https://www.Frankreichvinfo.fr/replay-radio/emissions-podcasts.html>

14 EU Disinfo Lab, 2023, Abgerufen von <https://www.disinfo.eu>

15 Ministère de la Culture, Media Mobilisation für Medien- und Informationskompetenz. 2023

Pour le **gouvernement italien**, la nécessité de développer une culture numérique reste une priorité politique. L'Agenda numérique, qui fixe des objectifs pour 2020, fait suite aux Objectifs numériques pour 2030 et au Plan d'action pour l'éducation numérique 2021-2027. Dans le cadre de la Stratégie nationale en matière de compétences numériques, le gouvernement a créé un nouveau fonds (« Fonds pour une République numérique ») pour promouvoir les initiatives visant à accroître les niveaux de compétences numériques. L'Italie a également lancé une stratégie nationale globale en matière de compétences numériques, mise en œuvre par le biais d'un plan opérationnel adopté en décembre 2020. Le document identifie 111 initiatives et fixe des objectifs à atteindre d'ici 2025, notamment doter 70 % de la population de compétences numériques de base, conformément à l'Objectif de la décennie numérique 2030. En tant qu'acteur clé des politiques nationales d'éducation aux médias et d'éducation aux médias, la télévision publique italienne, la RAI, est le principal promoteur de plusieurs initiatives et joue un rôle dans la recherche, le contrôle et la surveillance de la qualité de l'information<sup>16</sup>.

Dès le début des années 2000, des institutions et des organisations ont été créées en **Autriche** pour lutter contre le problème des fausses nouvelles, alors que le problème de la désinformation et de la falsification de l'information émergeait et ne cessait de s'aggraver. Cependant, ces dernières années, les institutions chargées de lutter contre cette propagation et de promouvoir la sensibilisation sont devenues plus cruciales que jamais pour la société autrichienne. L'Autorité de régulation de l'audiovisuel et des télécommunications (RTR) est l'une de ces institutions et est à l'origine d'initiatives visant à promouvoir l'éducation aux médias et à lutter contre la désinformation. Cette autorité de régulation autrichienne a été créée dans le but de surveiller et de garantir le respect des lois et réglementations en vigueur dans le domaine de la radiodiffusion et des télécommunications. Par ailleurs, les ONG et les organisations de la société civile, comme l'association « Saferinternet.at », jouent un rôle important. Cette organisation s'efforce de promouvoir les parents, les enseignants et les jeunes dans le domaine de l'utilisation sécurisée d'Internet et de l'augmentation de l'éducation aux médias<sup>17</sup>. Il propose des formations, du matériel et des ressources dans le but de familiariser les utilisateurs d'Internet avec les défis du monde en ligne et de les aider à reconnaître et à gérer la désinformation et les fausses informations<sup>18</sup>. Les instituts de recherche et les universités, comme l'Université de Vienne, l'Université Alpen-Adria de Klagenfurt et l'Université de Salzbourg, sont indispensables pour explorer le sujet.

En Méditerranée, plusieurs projets financés ont eu lieu ou sont en cours concernant la désinformation, avec MedDMO, l'Observatoire méditerranéen des médias numériques. Ce projet porte sur les fausses nouvelles dans la région orientale de la Méditerranée, notamment à Malte, en **Grèce** et à **Chypre**, et implique diverses institutions universitaires et organisations de vérification des faits dans le projet. MedMo finance également des organisations de vérification des faits en Grèce (Hellenic Hoaxes) et à Chypre (Fact Check Chypre) pour démystifier les fausses nouvelles circulant sur Internet. Outre MedDMO, plusieurs autres projets ont également été mis en œuvre à l'Université de technologie de Chypre (CUT). Par exemple, le Département de communication et d'études Internet a proposé des séminaires sur le journalisme numérique nécessaires pour lutter contre la désinformation, destinés aux journalistes et aux étudiants en journalisme. Enfin, le Centre contre la désinformation a été récemment créé au CUT en tant que coalition du groupe Fact Check Chypre et de la Social Calculus Unit. Le Centre vise à promouvoir l'éducation aux médias dans la société et au sein de l'université, et à dénoncer les fausses nouvelles dans le cyberspace chypriote.

Quant à la **Lituanie**, l'intérêt pour l'éducation aux médias s'est accru au cours de la dernière décennie, parallèlement au nombre d'initiatives et de personnes impliquées dans ce domaine. En 2012, la stratégie de promotion « Lituanie 2030 » a été approuvée par le Seimas (le Parlement) de la République de Lituanie, envisageant la création d'une société de l'information durable qui promeut des médias civiquement responsables et éduque le public à évaluer de manière critique l'information dans l'espace public, en l'analysant et en l'évaluant. Cet objectif comprend également l'intégration de l'éducation aux médias dans tous les programmes éducatifs et le respect de la liberté de la presse, ainsi que l'encouragement des processus d'autorégulation dans les médias. La résistance aux menaces informationnelles et le développement des compétences médiatiques sont des orientations stratégiques de la politique d'information publique en Lituanie. En effet, les institutions étatiques et les ONG cherchent des moyens de promouvoir le développement des compétences en matière d'éducation aux médias. Selon une étude menée par le Conseil de l'Europe en 2019-2020, 34 entités parties

<sup>16</sup> Arnoldi P., et al., Media Literacy Versus Fake News. Esperienze e best practice in Italia, 2022

<sup>17</sup> RTR.at (2023a), Medienkompetenz - Schlüssel "Bildung" als gesamtgesellschaftliche Aufgabe, 2023

<sup>18</sup> Saferinternet.at, Das Internet sicher nutzen, 2023, abgerufen von <https://www.saferinternet.at/>

prenantes différentes ont été identifiées qui ont mené 43 initiatives en Lituanie, principalement organisées par des organisations non gouvernementales, des institutions étatiques et des institutions culturelles, en particulier des bibliothèques. Les universités lituaniennes, telles que l'Université de Vilnius, l'Université Vytautas Magnus et l'Université de technologie de Kaunas, jouent un rôle clé dans la recherche scientifique et l'enseignement de l'éducation aux médias.

## EN BREF:

**Disinformation and misinformation are widespread, targeting common issues across countries and exacerbating social divisions.**

Geopolitical crises, international conflicts, and social issues provide fertile ground for the spread of disinformation, as seen during the war in Ukraine and the “Yellow Vest” protests in France.

The COVID-19 pandemic has led to an unprecedented proliferation of misinformation worldwide, undermining trust in public health measures and exacerbating tensions.

## > Épisodes nationaux au cours desquels la désinformation et la désinformation ont eu des effets négatifs sur les personnes marginalisées

Cette session présentera brièvement quelques cas frappants de désinformation et de mésinformation. Les principales cibles de la désinformation sont communes dans presque tous les pays. En effet, on peut retracer un certain nombre de questions dans lesquelles le rôle des médias a joué un rôle crucial et où les divisions sociales se sont creusées, non seulement dans les pays concernés mais dans tout le monde occidental. Les crises géopolitiques et les conflits internationaux deviennent souvent un terrain fertile pour la propagation de la désinformation. Un exemple évident est apparu lors de la guerre en Ukraine, lorsque la **France** a découvert une campagne massive de désinformation russe. En publiant de fausses nouvelles déguisées en sources faisant autorité, Moscou a orchestré une « guerre hybride » qui a miné la clarté de l'information et alimenté l'incertitude à l'échelle internationale<sup>19</sup>. Les questions sociales et les mouvements de protestation sont également souvent sujets à la distorsion et à la manipulation de l'information. Lors des manifestations des « Gilets jaunes » en France, la désinformation sur les réseaux sociaux a contribué à exacerber les tensions, générant la discorde dans la société<sup>20</sup>. De même, les communautés LGBTQ+ ont été la cible de fausses allégations et de campagnes de haine, alimentant des préjugés néfastes et sapant la cohésion sociale<sup>21</sup>.

La pandémie de COVID-19 a été marquée par une prolifération sans précédent de la désinformation dans le monde. En **Italie**, la fausse corrélation entre la 5G et la propagation du virus a suscité des craintes infondées, sapant la confiance dans les mesures de prévention et de vaccination<sup>22</sup>.

En **Autriche** comme en Italie et ailleurs, les théories du complot sur l'origine du virus et la gestion de la pandémie ont alimenté le chaos informationnel, remettant en question la crédibilité des autorités sanitaires. Les communautés marginalisées sont souvent particulièrement vulnérables à la désinformation. À **Chypre**, des épisodes de désinformation ont ciblé des groupes tels que la communauté LGBTQ+ et les immigrés, générant des tensions et des conflits. Au cours du mois de la fierté, de fausses informations sur le caractère négatif de l'adoption par les couples de même sexe ont généré toute une série de préjugés. En outre, la diffusion de fausses nouvelles sur les immigrés a déclenché des attaques aveugles de la part de groupes extrémistes, mettant en danger la sécurité des plus vulnérables. En réponse à ces défis, il est impératif de promouvoir l'éducation aux médias et la pensée critique à tous les niveaux de la société.

19 Frankreich 24, Frankreich says uncovers major disinformation campaign by Russia, 2023, Abgerufen von <https://www.Frankreich24.com/en/live-news/20230613-Frankreich-says-uncovers-major-disinformation-campaign-by-russia>

20 Vinocur, N., Yellow jackets “fake news” shared millions of times on Facebook, 2019, Abgerufen von <https://www.politico.eu/article/yellow-jacket-protest-fake-news-shared-millions-of-times-on-facebook-study>

21 Abreu, C. M. de., Truth or fake - paris: Digital Artist's Pride Month Creation Sparks fake news and homophobia on Twitter, 2023

22 Ravazzani P., Scarfi M. R., Zeni O. La tecnologia 5G non diffonde il COVID-19, 2020

## EN BREF:

**Obstacles:** La fragmentation sociale et les disparités en matière de compétences numériques constituent des obstacles importants à l'éducation aux médias, favorisant la prolifération de la désinformation et la méfiance à l'égard des médias. Les chambres d'écho formées par les algorithmes des médias sociaux déforment les perceptions et entravent les efforts d'éducation aux médias, exacerbant ainsi la polarisation sociale.

**Opportunités** pour l'éducation aux médias découlent des initiatives de l'UE, de l'expansion de l'enseignement à distance pendant la pandémie de COVID-19 et d'une collaboration accrue entre les parties prenantes. L'intelligence artificielle recèle un potentiel dans les applications de vérification des faits, de démystification et d'éducation, offrant ainsi un allié prometteur dans la lutte contre la désinformation.

### > Obstacles et opportunités

Avant d'aborder les chapitres consacrés aux aspects juridiques et institutionnels, il est important de se concentrer sur les principaux obstacles et opportunités dans le paysage de l'éducation aux médias et de l'information dans les pays concernés. Premièrement, les principales difficultés proviennent de la fragmentation sociale marquée de nos sociétés et de la disparité qui en résulte en matière de compétences numériques généralisées. Les divisions socioéconomiques et culturelles excluent certains segments de la population des processus éducatifs et informationnels, la fracture numérique ainsi que les possibilités d'accès à l'éducation numérique restent des questions à traiter pleinement au sein du tissu social<sup>23</sup>.

Cela facilite la prolifération de la désinformation ainsi qu'une méfiance généralisée à l'égard des médias et de la classe politique et exacerbe les tensions sociales. Dans ce contexte, il convient également de prendre en compte les barrières linguistiques, de plus en plus présentes dans nos pays multiethniques, et les différences générationnelles qui créent une profonde asymétrie dans l'usage des médias et les habitudes de sensibilisation : les nouvelles générations, nées dans un environnement déjà fortement digitalisé et interconnecté, développer naturellement une plus grande familiarité et une plus grande sensibilisation à l'utilisation des nouveaux médias et de l'information numérique. Les adultes, au contraire, se trouvant presque soudainement dans un monde transformé, doivent faire davantage d'efforts pour adapter leurs structures mentales au langage numérique. Cela ne veut pas dire que les jeunes n'ont pas besoin de parcours éducatifs dédiés à l'éducation aux médias. Il apparaît plutôt nécessaire de différencier les offres éducatives et de les orienter vers des problématiques plus adaptées au type de public cible.

Un autre obstacle important au développement de parcours d'éducation aux médias est endogène au monde des médias lui-même. L'avalanche d'informations produites et diffusées quotidiennement déforme fortement la perception du monde et contribue directement à la polarisation sociale. L'une des principales causes de ce phénomène réside dans la nature même du support. Les canaux d'échange tels que les réseaux sociaux les plus utilisés, X/Twitter, Facebook et Instagram et autres, répondent à la logique du marché et à la satisfaction de leurs utilisateurs. Ainsi, ils développent leurs algorithmes non pas sur la base de l'impartialité et de la distribution équitable de l'information, mais sur la base de ce que l'utilisateur souhaite lire et voir. Cela donne naissance à des phénomènes désormais connus sous le nom de chambres d'écho, qui augmentent la perception d'être à l'intérieur d'une bulle<sup>24</sup>. Ce n'est que ces dernières années que les principales plateformes sociales activent des mécanismes de vérification des faits et de surveillance des propos violents. Il est possible d'identifier comme obstacle supplémentaire la lenteur des organismes de régulation étatiques à s'adapter à une situation en constante évolution. Dans le monde scolaire traditionnel, l'éducation aux médias est encore une matière rare et ne figure pas dans les programmes ministériels. Dans le même temps, les mesures juridiques visant à protéger contre la désinformation font toujours l'objet de débats et entrent en conflit avec la nécessité de protéger le droit à la parole et à la libre pensée. En outre, les autorités qui supervisent la surveillance des médias traditionnels n'ont souvent aucun pouvoir dans le monde d'Internet, ce qui crée d'importantes lacunes réglementaires. Les aspects juridiques seront toutefois explorés dans la section suivante du guide.

<sup>23</sup> <https://www.agendadigitale.eu/infrastrutture/il-digital-divide-culturale-e-una-nuova-discriminazione-sociale/>

<sup>24</sup> <https://edu.gcfglobal.org/en/digital-media-literacy/what-is-an-echo-chamber/1/>

En revanche, plusieurs opportunités se dessinent dans le domaine de l'éducation aux médias. La principale opportunité réside précisément dans l'Union européenne, qui amène les gouvernements nationaux à accorder davantage d'attention à cette question. À partir des directives européennes, des plans d'action nationaux sont en cours d'élaboration qui donnent une nouvelle impulsion à la question en finançant des projets visant à éduquer et à lutter contre la désinformation. Une autre opportunité se présente à la suite de l'événement mondial le plus catastrophique de ces dernières années : la pandémie de COVID-19. La nécessité de maintenir le travail et l'éducation en vie pendant l'urgence du COVID-19 a rapidement répandu l'apprentissage et les pratiques de travail à distance, surmontant ainsi les difficultés physiques. De cette manière, suivre une formation devient plus facile, en particulier pour les adultes, les travailleurs, les personnes marginalisées et celles ayant des difficultés linguistiques et physiques<sup>25</sup>.

Une opportunité vient de la collaboration croissante entre la société civile, le monde universitaire, les organisations médiatiques et les entreprises technologiques. La prise de conscience des médias et de leur pouvoir peut conduire à des stratégies plus efficaces pour lutter contre la désinformation. Enfin, il ne faut pas négliger l'ambivalence que prend le phénomène de l'intelligence artificielle, une technologie de plus en plus élaborée mais aussi plus accessible. Aujourd'hui, les risques liés à la protection des droits de propriété intellectuelle et à la propagation de fausses nouvelles sont au cœur du discours. Il serait cependant important d'explorer davantage le potentiel des IA dans la lutte contre la désinformation. Étant donné que l'IA peut désormais traiter et analyser une énorme quantité de données en très peu de temps, elle pourrait trouver des applications dans le domaine de la vérification et de la démystification des faits ainsi que dans le domaine de l'éducation et constituer un allié solide dans ce processus.

---

25 <https://www.wired.it/attualita/politica/2020/11/11/pandemia-lato-positivo-cose-importanti/>

# 5. Analyse du cadre juridique

## EN BREF:

Tous les pays concernés donnent la priorité à la liberté d'expression et de la presse, mais il existe des variations dans l'étendue des protections et des limitations juridiques.

Bien que chaque pays ait son propre cadre réglementaire pour la surveillance des médias, il existe des objectifs communs consistant à garantir la liberté d'expression, à faire respecter les normes éthiques et à protéger l'intérêt public. Les défis tels que la réglementation du contenu en ligne et la garantie de l'indépendance restent d'actualité dans toutes les juridictions. Les lois sur la transparence jouent un rôle essentiel dans la promotion de sociétés informées et dans la garantie de la responsabilité dans le paysage médiatique. Même si chaque pays est confronté à ses propres défis, l'engagement en faveur de la transparence reste un fil conducteur.

Dans la plupart des pays, il n'existe pas de lois dédiées à la désinformation et à la désinformation ; chaque pays aborde la désinformation et la désinformation différemment dans son cadre juridique.

Les six pays utilisent le droit pénal comme outil pour lutter contre la diffusion de fausses informations, bien que les conditions spécifiques varient.

Les codes de conduite volontaires et les mécanismes d'autorégulation contribuent à renforcer la confiance dans les institutions médiatiques et à protéger l'intégrité journalistique. Cependant, leur efficacité repose sur l'engagement des organisations médiatiques et des professionnels à adhérer aux normes non contraignantes.

L'analyse qui suit examine les cadres juridiques et réglementaires en Autriche, à Chypre, en France, en Grèce, en Italie et en Lituanie concernant la liberté d'expression, la liberté de la presse, la transparence des médias et la lutte contre la désinformation, notamment au moyen de sanctions pénales et pénales. droit civil. Même si les méthodes de recherche et la structure de l'enquête étaient les mêmes pour tous les pays, il n'a pas été possible de collecter des informations pour certains pays. Cela dépend de la composition des institutions et des pouvoirs publics dans le domaine médiatique des pays concernés et de l'approche juridique avec laquelle ils légifèrent. Pour cette raison, dans certaines sections, tous les pays ne seront pas trouvés.

## > 5.1. Dispositions constitutionnelles et législatives qui protègent la liberté d'expression, la liberté d'expression et la liberté de la presse au niveau national.

L'Autriche, Chypre, la France, la Grèce, l'Italie et la Lituanie sont membres de l'Union européenne (UE) ; ils sont donc liés par le droit de l'UE, y compris la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Ils sont également membres du Conseil de l'Europe et ont ratifié la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), dont l'article 10 renforce le droit à la liberté d'expression.

- ✓ **Autriche:** La liberté d'expression est protégée par la Constitution en vertu de l'art. 13 du « Staatsgrundgesetz » (StGG), qui garantit le droit à la liberté d'expression d'opinion. La loi sur les médias comprend des dispositions sur la protection du secret éditorial.
- ✓ **Chypre:** La Constitution de Chypre consacre la liberté d'expression et d'expression à l'article 19, ainsi que la liberté de la presse. La loi sur la presse (loi 145/1989) garantit la libre circulation des journaux et protège le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources.
- ✓ **France:** La liberté d'expression et de la presse est protégée par la Constitution française, notamment dans les articles 1 à 93. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 souligne également la valeur de la libre communication des idées et des opinions. La loi sur la presse de 1881 définit les droits et devoirs de la presse. La loi sur la communication audiovisuelle de 1986 protège la liberté de la presse et le droit d'expression dans le domaine des médias audiovisuels.
- ✓ **Grèce:** La Constitution grecque comprend des dispositions concernant la liberté d'expression et de la presse dans son article 14. L'article 15 traite de la réglementation du cinéma, de la phonographie, de la radio et de la télévision, en mettant l'accent sur la transmission objective de l'information et le développement culturel.
- ✓ **Italie:** L'article 21 de la Constitution italienne protège le droit d'exprimer librement ses pensées par divers moyens de diffusion. La loi sur la presse 47/1948 réglemente les activités de la presse, notamment en matière de diffamation et de protection du droit à l'honneur du peuple.
- ✓ **Lituanie:** La Constitution lituanienne, en particulier son article 25, protège la liberté d'expression, y compris la liberté de la presse. L'interdiction de la censure et de la monopolisation des médias de masse est également énoncée à l'article 44.

Les six pays donnent la priorité à la liberté d'expression et de la presse, mais il existe des variations dans l'étendue des protections et des limitations juridiques.

## > 5.2. Institutions/organismes de régulation responsables de la régulation et de la supervision des plateformes de télévision, de radio et en ligne au niveau national

En Autriche, à Chypre, en France, en Grèce, en Italie et en Lituanie, les organismes publics sont chargés de superviser les opérations des médias, de délivrer des licences, de surveiller les contenus et de traiter les plaintes.

- ✓ **Autriche:** La Cour constitutionnelle est chargée de juger les affaires portant atteinte à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, etc. L'autorité Kommunikationsbehörde Autriche (KommAustria) est une organisation indépendante qui surveille les produits médiatiques électroniques, audio et audiovisuels. Elle supervise également la chaîne de droit public ORF. L'association Presserat fixe des normes éthiques pour le journalisme, promouvant des reportages de haute qualité de la part de ses membres (journaux, chaînes de télévision et de radio).
- ✓ **Chypre:** L'Autorité chypriote de la radiotélévision (CRTA) supervise la radiodiffusion, délivre les licences et traite les plaintes du public concernant le contenu diffusé. Le Comité d'éthique des médias de Chypre est un organisme d'autorégulation indépendant, créé par l'Association des éditeurs de journaux et de périodiques, les propriétaires de médias électroniques privés et l'Union chypriote des journalistes. L'Organisation chypriote de régulation de la publicité (CARO) est une organisation d'autorégulation dont l'objectif principal est de superviser le contenu publicitaire sur toutes les plateformes médiatiques, en garantissant que les publicités sont conformes aux lois et normes éthiques en vigueur.
- ✓ **France:** L'ARCOM est chargée de superviser les secteurs de l'audiovisuel et de la communication numérique ; il accorde des licences aux chaînes de télévision et de radio, réglemente le contenu pour garantir le respect des lois françaises, surveille la propriété des médias pour éviter les monopoles et protège les mineurs des contenus préjudiciables. L'ARCEP est un organisme de régulation qui assure la régulation des secteurs des communications électroniques, des services postaux et de la distribution de la presse.
- ✓ **Grèce:** Le Secrétariat général aux médias et à la communication supervise toutes les formes de médias. Le Conseil national de la radio et de la télévision (NCRTV) veille au respect de la réglementation en matière de radiodiffusion. La Grèce ne dispose pas d'un organe de contrôle dédié au contenu Internet.
- ✓ **Italie:** L'Autorité des Garanties des Communications (AGCOM) est l'autorité de régulation indépendante qui supervise les médias, notamment la télévision, la radio et le secteur des télécommunications. Le Conseil National de l'Ordre des Journalistes (CNOG) est un organisme professionnel qui réglemente la profession de journaliste.
- ✓ **Lituanie:** L'Autorité de régulation des communications de la République de Lituanie (ARC) réglemente les marchés des communications électroniques, postaux et ferroviaires, garantissant une concurrence loyale et des services conviviaux. Elle supervise également les prestataires de services de confiance.

Bien que chaque pays ait son propre cadre réglementaire pour la surveillance des médias, il existe des objectifs communs consistant à garantir la liberté d'expression, à faire respecter les normes éthiques et à protéger l'intérêt public. Les défis tels que la réglementation du contenu en ligne et la garantie de l'indépendance restent d'actualité dans toutes les juridictions.

## > 5.3. Des lois qui améliorent la transparence des plateformes

En Autriche, à Chypre, en France, en Grèce, en Italie et en Lituanie, des cadres législatifs et des initiatives sont en place pour promouvoir la transparence dans le paysage médiatique. Les six pays, en tant qu'États membres de l'UE, devront mettre en œuvre la loi sur les services numériques (DSA) et la loi sur les marchés numériques (DMA) de l'UE, qui renforceront encore la transparence et la responsabilité dans la sphère numérique.

- ✓ **Autriche:** Le Medientransparenzgesetz vise à garantir la transparence dans le secteur des médias. Cette loi oblige les entités à déclarer les coûts liés à la publicité à KommAustria. En outre, le Presserat offre une plateforme permettant aux citoyens de déposer des plaintes concernant les transgressions des médias. Cependant, la fonction du Presserat ne fait partie d'aucune législation, alors que le gouvernement voudrait réduire son financement.
- ✓ **Chypre:** Chypre ne dispose pas de lois spécifiques dédiées exclusivement à la transparence des plateformes et à l'éducation aux médias.
- ✓ **France:** Des lois comme la loi pour la confiance dans les institutions publiques de 2017 et la loi Sapin II visent à lutter contre la corruption, à promouvoir la transparence et à garantir la responsabilité.
- ✓ **Grèce:** Le cadre législatif grec vise à favoriser la transparence, le pluralisme et l'égalité dans le secteur des médias. Des lois comme 3592/2007 et 4339/2015 et le décret présidentiel 77/2003 mettent l'accent sur l'égalité de transmission de l'information et la transparence dans la propriété des médias.
- ✓ **Italie:** Le cadre juridique italien promeut la transparence et l'accès à l'information à travers des lois comme la 241/90 et le décret sur la transparence 33/2013. Ces lois garantissent l'accès du public aux informations gouvernementales et favorisent la transparence dans l'administration publique. En outre, des lois telles que la loi 150/2000 établissent des lignes directrices pour les reportages dans les médias et la conduite des journalistes.
- ✓ **Lituanie:** Parmi les lois applicables, on peut citer la loi sur l'information publique, la loi sur le droit de recevoir des informations des institutions et organismes de l'État et des municipalités, la loi sur la radio et la télévision nationales, la loi sur la protection des mineurs contre les effets négatifs de l'information du public, loi sur les communications électroniques, etc.

Les lois sur la transparence jouent un rôle essentiel dans la promotion de sociétés informées et dans la garantie de la responsabilité dans le paysage médiatique. Même si chaque pays est confronté à ses propres défis, l'engagement en faveur de la transparence reste un fil conducteur.

## > 5.4. Lois traitant spécifiquement de la désinformation et de la désinformation

- ✓ **Autriche:** Actuellement, l'Autriche ne dispose pas de lois visant spécifiquement la désinformation et la désinformation.
- ✓ **Chypre:** De même, Chypre ne dispose pas de lois dédiées à la désinformation et à la désinformation. Au lieu de cela, les lois pénales et civiles existantes sont utilisées pour résoudre ces problèmes.
- ✓ **France:** Le Code pénal français comprend des articles traitant des infractions liées à la diffamation, aux fausses informations et à l'incitation à la haine. Des législations récentes, dont la loi de 2021 renforçant le respect des principes de la République et la loi de 2020 contre les contenus haineux sur Internet, visent les discours de haine et la manipulation de l'information en ligne.
- ✓ **Grèce:** Le décret présidentiel 77/2003 énonce des dispositions mettant l'accent sur la transmission d'informations exactes par les médias. La loi 4855/2021 cible spécifiquement la propagation de fausses nouvelles, que ce soit publiquement ou via des plateformes en ligne, si ces nouvelles sont susceptibles de susciter la peur ou l'inquiétude parmi les citoyens, ou de saper la confiance du public dans l'économie nationale, les capacités de défense ou la santé publique.
- ✓ **Italie:** Les lois pénales et civiles sont utilisées pour lutter contre la désinformation et la désinformation.
- ✓ **Lituanie:** Il n'existe aucune législation traitant spécifiquement de la désinformation et de la désinformation.

Dans la plupart des pays, il n'existe pas de lois dédiées à la désinformation et à la désinformation ; chaque pays aborde la désinformation et la désinformation différemment dans son cadre juridique.

## > 5.5. Cadre général du droit pénal sur la diffamation, la calomnie et la question de savoir si cela couvre la désinformation et la désinformation.

Les cadres généraux du droit pénal en matière de diffamation et d'injure en Autriche, à Chypre, en France, en Grèce, en Italie et en Lituanie couvrent certains aspects de la désinformation et de la désinformation.

- ✓ **Autriche:** Historiquement, le paragraphe 276 du Strafgesetzbuch (code pénal) traitait de la propagation de rumeurs fausses et inquiétantes, bien que sans application notable. La loi de 2021 « Hass-im-Netz-Bekämpfungsgesetz » (loi contre la haine sur le net) a permis aux particuliers de poursuivre plus facilement en justice les publications isolées sur le net qui propagent la haine ou la violence contre une personne ou un groupe pour les raisons ci-dessus. raisons évoquées. En 2023, la Cour européenne de justice a estimé que cette loi violait la CEDH.
- ✓ **Chypre:** L'article 50 du Code pénal traite de la diffusion de fausses nouvelles ou d'informations susceptibles de porter atteinte à l'ordre public ou à la confiance du public dans l'État ou ses institutions, ou de susciter la peur ou l'anxiété dans le public ou de porter atteinte de quelque manière que ce soit à la paix et à l'ordre publics. Les sanctions comprennent des peines d'emprisonnement et des amendes. La loi sur les abus de marché de 2016 vise spécifiquement la diffusion de fausses nouvelles dans le but d'influencer les marchés financiers.
- ✓ **France:** La diffamation constitue le délit principal ; elle englobe à la fois la diffamation écrite et la diffamation orale. À cela s'ajoute le délit de publication de fausses nouvelles. Pour la diffamation, l'individu doit savoir que l'information est fautive. Cependant, dans certains cas, il y a infraction si l'on néglige de manière imprudente la véracité ou la fausseté de l'information. Les sanctions pour ces infractions peuvent comprendre des amendes et des peines d'emprisonnement, la sévérité des sanctions dépendant de la gravité de l'infraction.

- ✓ **Grèce:** L'article 362 du Code pénal vise à lutter contre les fausses déclarations portant atteinte à l'honneur ou à la réputation d'une personne. La sévérité des sanctions augmente pour les infractions commises publiquement ou via des canaux en ligne. L'article 363 du Code pénal prévoit l'emprisonnement pour la diffusion intentionnelle de mensonges, et des sanctions encore plus sévères pour la diffusion en ligne.
- ✓ **Italie:** L'article 595 du Code pénal prévoit des sanctions pénales pour quiconque porte atteinte à la réputation d'autrui. Si l'infraction est commise par la presse ou tout autre moyen de publicité, les sanctions sont plus sévères. En cas de calomnie, peu importe que l'offense soit vraie ou fausse. En fait, le délit se limite au préjudice moral de la personne offensée. La norme s'applique également en cas de diffusion et de publication de contenus diffamatoires en ligne.
- ✓ **Lituanie:** L'article 154 du Code pénal dispose que quiconque diffuse de fausses informations sur une autre personne, susceptibles de la dénigrer ou de l'humilier ou de miner sa confiance en elle, commet une infraction pénale et est passible d'amendes ou d'emprisonnement pour cette infraction. Les informations peuvent être diffusées sous forme écrite, orale ou autre.

Tous les pays utilisent le droit pénal comme outil pour lutter contre la diffusion de fausses informations, même si les conditions spécifiques varient.

## > 5.6. Cadre de droit civil sur la diffamation, la calomnie et la question de savoir si cela couvre la désinformation et la désinformation

Le cadre du droit civil offre des possibilités de lutte contre la diffamation et la calomnie, qui peuvent s'étendre à la désinformation et à la désinformation.

- ✓ **Chypre:** Le cadre de droit civil de Chypre offre des recours pour lutter contre la désinformation et la désinformation au moyen de lois sur la diffamation (loi sur les infractions civiles, chapitre 148). La diffamation englobe les fausses déclarations qui nuisent à la réputation d'une personne ou l'exposent au mépris ou au ridicule. Le demandeur doit prouver la fausseté de la déclaration, la diffusion à au moins une autre personne, le sujet identifiable, l'atteinte à la réputation et la malveillance ou la négligence. Les défenses dans les affaires de diffamation incluent la vérité, le privilège et les commentaires équitables. Les recours en cas de diffamation peuvent inclure une indemnisation sous la forme de dommages-intérêts ou d'ordonnances d'injonction.
- ✓ **France:** Les affaires civiles de diffamation en France exigent généralement que le plaignant prouve la fausseté de la déclaration, l'atteinte à la réputation ou aux intérêts économiques, ainsi que la négligence ou la malveillance. Les moyens de défense dans les affaires de diffamation incluent la vérité, le privilège, les opinions ou l'intérêt public. L'indemnisation demandée dans les affaires civiles de diffamation peut couvrir à la fois les dommages matériels et moraux.
- ✓ **Italie:** La loi sur la calomnie (loi 47/1948) protège l'honneur des individus. Même si elle ne vise pas spécifiquement la désinformation ou la désinformation, la loi cherche à équilibrer la liberté d'expression et la protection des droits de la personnalité. Il permet l'exercice du droit d'informer, même si cela entraîne une atteinte aux droits de la personnalité d'autrui, à condition que l'information soit d'intérêt public, objective et substantiellement vraie.
- ✓ **Lituanie:** En vertu de l'article 2.24 du Code civil, toute personne a le droit d'exiger devant un tribunal le refus des données publiées qui humilient son honneur et sa dignité et ne correspondent pas à la réalité, ainsi que l'indemnisation du préjudice matériel et immatériel, que leur cause la diffusion de ces données.

Certains éléments communs ressortent de cette analyse. Pour réussir dans une action en diffamation, le plaignant doit généralement prouver la fausseté de la déclaration, sa diffusion à au moins une autre personne, le sujet identifiable, l'atteinte à la réputation et la malveillance ou la négligence selon les circonstances de l'affaire. Les défenses dans les affaires de diffamation incluent la vérité, le privilège et les commentaires équitables. Les recours en cas de diffamation comprennent une indemnisation sous la forme de dommages-intérêts ou d'ordonnances d'injonction empêchant la diffusion ultérieure de matériel diffamatoire

## > 5.7. Instruments de droit non contraignant pertinents qui ont été adoptés au niveau national

Les instruments de droit non contraignant complètent la législation et la réglementation en promouvant un journalisme responsable et en défendant les valeurs démocratiques.

- ✓ **Autriche:** Le Presserat est une institution d'autoréglementation qui veille au respect d'un code d'éthique adopté par ses membres. Parmi les membres de Presserat figurent des acteurs majeurs du secteur médiatique autrichien. Le code fixe des normes élevées d'exactitude, fait la distinction entre les opinions et les articles factuels, traite de l'influence des tiers et décrit divers principes du travail journalistique.
- ✓ **Chypre:** Le Code d'éthique journalistique fonctionne sur le principe de l'autorégulation et a été ratifié par divers organismes représentant l'industrie des médias. La loi chypriote sur les stations de radio et de télévision habilite l'autorité du CRTA à imposer des sanctions administratives aux fournisseurs de services de médias audiovisuels en cas de violation du Code d'éthique journalistique.
- ✓ **France:** Le Conseil français de la presse est un organisme indépendant d'autorégulation des médias imprimés et numériques. Des initiatives telles que l'Observatoire européen des médias numériques et des organisations de vérification des faits telles que « Les Décodeurs » et « CheckNews » contribuent à lutter contre la désinformation et à promouvoir un journalisme éthique.
- ✓ **Grèce:** Le Code d'éthique professionnelle et de responsabilité sociale des journalistes fournit des principes directeurs pour la conduite journalistique. Ce code met l'accent sur la véracité, la non-discrimination, la protection de la vie privée et le reporting responsable.
- ✓ **Italie:** Le Code d'éthique des journalistes, inclus dans la loi 675/96, fournit des lignes directrices éthiques et professionnelles aux journalistes. Élaboré par l'Ordre des journalistes, ce code met l'accent sur des principes tels que l'objectivité, l'impartialité, le respect de la dignité humaine, l'exactitude, l'indépendance et la défense de la liberté de la presse.
- ✓ **Lituanie:** Le Code d'éthique des journalistes et éditeurs lituaniens sert d'instrument de droit non contraignant pour guider la conduite journalistique et promouvoir des normes éthiques au sein de l'industrie des médias.

Les codes de conduite volontaires et les mécanismes d'autorégulation contribuent à renforcer la confiance dans les institutions médiatiques et à protéger l'intégrité journalistique. Cependant, leur efficacité repose sur l'engagement des organisations médiatiques et des professionnels à adhérer aux normes non contraignantes.

## > 5.8. Initiatives législatives nouvelles et pertinentes / modifications de la législation existante en cours.

L'Autriche, Chypre, la France et la Lituanie étudient des initiatives et des amendements législatifs pour lutter contre la diffusion de fausses informations et préserver l'intégrité journalistique.

- ✓ **L'Autriche:** Le gouvernement autrichien prépare une loi (« Bundesgesetz über die Förderung des qualitativ vollen Journalismus in Medien des Print- und Online-Bereichs ») pour établir des normes de qualité et de transparence plus élevées, notamment en ce qui concerne les publicités financées par des fonds publics. L'initiative vise à inclure les fournisseurs de médias en ligne. En outre, le gouvernement prévoit d'introduire une loi sur la liberté d'information, garantissant la publication proactive d'informations publiques à partir de 2025. Alors que le Bureau de protection de l'État recherche de meilleurs outils de surveillance pour lutter contre les fausses nouvelles et la désinformation, il n'existe pas encore de projets concrets pour modifier la législation.
- ✓ **Chypre:** Malgré de nombreuses discussions sur la criminalisation des contenus en ligne offensants, aucune initiative législative concrète concernant les fausses nouvelles n'a été prise à Chypre.
- ✓ **France:** La France étudie les implications des réglementations de l'UE, notamment la loi sur les services numériques (DSA) et la loi sur les marchés numériques (DMA), qui visent à renforcer la transparence et la responsabilité des plateformes en ligne et des médias sociaux dans les États membres de l'UE.
- ✓ **Lituanie:** Le gouvernement lituanien a soutenu un projet de loi obligeant les réseaux sociaux à supprimer la désinformation diffusée par de faux profils ou des robots.

Alors que l'Autriche et la Lituanie s'efforcent activement de prendre des mesures législatives pour réglementer le contenu en ligne et soutenir un journalisme de qualité, Chypre est encore au stade du débat concernant la criminalisation potentielle des comportements offensants en ligne.

# 6. Aperçu des besoins du groupe cible et analyse des chances, des obstacles, des besoins et des préoccupations

Cette section présentera les résultats les plus importants de la recherche sur le terrain, menée avec la participation du principal groupe cible et des parties prenantes, comme spécifié dans la section Méthodologie. Cette partie de la recherche joue un rôle important et essentiel puisqu'elle fournit les perspectives non seulement des personnes travaillant avec les médias et le secteur de l'information et de l'éducation, mais aussi des bénéficiaires adultes potentiels du projet. Concrètement, cette dernière est cruciale pour développer des contenus sur mesure proches des besoins réels des gens et aussi pour connaître la perception qu'ils ont des médias. Tous les partenaires du projet ont organisé des groupes de discussion impliquant au moins cinq adultes âgés de 18 à 65 ans. Au total, le partenariat a réussi à impliquer 74 personnes, réparties selon les profils et pays suivants:

|   |  Centro per lo Sviluppo Creativo Danilo Dolci<br>ITALIE | SYCNIFY<br>FRANCE | Athens Lifelong Learning Institute (ALLI)<br>GRÈCE | Vsi Socialiniu inovaciju centras (SOCIN)<br>LITUANIE | Neapolis University Pafos (NUP)<br>CHYPRE | BürgerInnen Forum Europa (BFE)<br>AUTRICHE | NOMBRE TOTAL DE PERSONNES IMPLIQUÉES PAR PROFIL |
|---|--|-------------------|--|--|---|--|---|
| Grand public (adultes)                                    | 5  | 4                 | 20   | 5  | 5   | 6  | 45  |
| Prestataires et éducateurs d'éducation des adultes        | 1  | 1                 | 2  | 1  | 3   | 0  | 7   |
| Experts en digitalisation et développeurs web             | 1  | 1                 | 3  | 1  | 0   | 1  | 6   |
| Gouvernement ou autorités publiques locales ou régionales | 0  | 1                 | 0  | 1  | 2   | 1  | 5   |
| Experts juridiques  | 1  | 1                 | 0  | 1  | 0   | 1  | 4   |
| Agences et chaînes de médias d'information                | 1  | 1                 | 1  | 0  | 0   | 1  | 4   |
| Influenceurs des médias sociaux                           | 0  | 1                 | 0  | 1  | 0   | 1  | 3   |
| TOTAL PAR PAYS  | 9  | 10                | 24   | 10   | 10  | 11   | 74  |

# Groupes de discussion

## EN BREF:

- **Désinformation et mésinformation**

Dans certains pays, la distinction n'est pas reconnue principalement pour des raisons linguistiques. En général, il existe un consensus sur les deux phénomènes dangereux. Certains pensent que la désinformation est plus nocive parce qu'elle vise à causer des dommages délibérés.

- **Attitudes envers les médias**

Critique croissante des médias traditionnels comme étant non objectifs. Préférence pour les médias en ligne avec inquiétude quant à l'influence de l'intelligence artificielle sur la crédibilité de l'information. En général, tendance à préférer les sources d'informations certifiées et de haute qualité.

- **Leçons apprises et expériences Réseaux sociaux**

Acceptation générale des médias sociaux comme outil d'information. Sensibilisation accrue aux risques liés à l'utilisation des médias sociaux. Importance des médias sociaux pour la couverture de sujets non couverts par les médias traditionnels. Sensibilisation générale aux risques de désinformation et de manipulation de l'information sur les réseaux sociaux.

- **Compromis : qualité ou quantité d'informations**

Préférence générale pour une information de haute qualité, même si cela signifie en recevoir moins. Prise de conscience de la nécessité d'accorder davantage d'attention à la qualité du journalisme.

- **Pensée critique et analyse**

Prise de conscience de la complexité de discerner la vérité et d'interpréter les informations avec précision et objectivité. Émotions négatives en découvrant qu'une nouvelle considérée comme vraie est fausse.

- **Mesures proactives et éducation**

Importance de fournir des outils pour évaluer la fiabilité des informations et faire la distinction entre les nouvelles vérifiées et les fausses nouvelles. Accent général sur l'éducation à la pensée critique, à la sécurité de l'information et à la confidentialité des données. Adaptation des programmes aux situations d'urgence et différenciation des enseignements selon l'âge, la profession ou les intérêts.

Les groupes de discussion ont été structurés en six domaines thématiques, afin d'aborder différents aspects liés au sujet. Les domaines thématiques étaient les suivants : Désinformation et mésinformation ; Attitudes envers les médias ; Leçons apprises et expériences ; Réseaux sociaux; Compromis : qualité ou quantité d'informations ; Pensée critique et analyse ; Mesures proactives et éducation. Ce qui sera proposé ci-dessous est un résumé comparatif des résultats de la recherche, mais pour plus d'informations, veuillez vous référer à la recherche sur chaque pays, disponible sur demande. Enfin, il est juste de mentionner que ces résultats ne prétendent pas avoir une validité statistique, mais servent plutôt à observer de multiples points de vue et problématiques chers au public cible du projet.

## > Désinformation et mésinformation

Pour commencer, il a été demandé aux participants s'ils connaissaient la distinction entre désinformation et mésinformation et lequel des deux ils considéraient comme le plus dangereux. Les résultats variaient; dans certains pays, la distinction entre les deux termes n'est pas connue, principalement pour des raisons linguistiques, car il n'y a pas de correspondant au terme « désinformation » et il a tendance à être considéré comme synonyme de désinformation. En **Italie**, la distinction entre désinformation et mésinformation n'est pas claire pour de nombreux participants. Cependant, il existe un consensus général sur le fait que ces deux phénomènes sont dangereux. La désinformation est perçue à tort comme une information déformée présentant un minimum de véracité, tandis que la mésinformation est considérée comme une information totalement fausse.

À **Chypre** la distinction entre désinformation et mésinformation n'est pas claire pour de nombreux participants. Cependant, il existe un consensus général sur le fait que ces deux phénomènes sont dangereux. La désinformation est perçue à tort comme une information déformée présentant un minimum de véracité, tandis que la mésinformation est considérée comme une information totalement fausse. À **Lituanie** de nombreux participants étaient curieux de connaître la distinction entre désinformation et mésinformation, mais la plupart ne connaissaient pas la différence. Certains participants pensaient qu'il s'agissait de phénomènes similaires et n'y voyaient aucune distinction. En **Grèce** il a été noté que la désinformation est considérée comme plus dangereuse que la mésinformation car elle est conçue pour causer un préjudice délibéré. Cependant, selon les participants grecs, ces deux phénomènes peuvent avoir un impact négatif sur la société, notamment parmi les citoyens âgés et les groupes vulnérables. En **Autriche** et en **France**, tous les participants étaient bien informés sur la différence entre désinformation et mésinformation. Il est reconnu que la désinformation délibérée est plus dangereuse, notamment en ce qui concerne les crises récentes telles que la pandémie de Covid-19 et les conflits internationaux, qui ont contribué à la propagation de fausses nouvelles.

## > Attitudes envers les médias

Il a été demandé aux participants avec quel support d'information ils se sentaient le plus en sécurité et pourquoi. En **Italie**, la méfiance à l'égard des médias d'information traditionnels est clairement évidente, avec une préférence pour les sources en ligne telles que les podcasts et les réseaux sociaux. Cela suggère une recherche croissante d'authenticité et de transparence de l'information, avec une plus grande confiance dans les sources gérées par des individus plutôt que par de grandes organisations médiatiques. À **Chypre**, la méfiance à l'égard des médias traditionnels est également prédominante, avec une préférence pour les sources en ligne offrant un large éventail de points de vue. Cependant, contrairement à l'Italie, il semble que les participants chypriotes soient plus enclins à consulter plusieurs sources pour avoir une vision plus complète des événements.

En **France**, les plus utilisés sont la télévision et les réseaux sociaux, choisis plus par habitude que par besoin de s'informer. En **Autriche**, les participants ont recours à diverses sources, allant des journaux traditionnels aux médias sensationnalistes. Cependant, des critiques émergent à l'égard des médias publics, considérés comme non objectifs et orientés vers une tranche d'âge spécifique. Cela témoigne d'une attention accrue accordée à la pluralité des sources et à leur neutralité dans la couverture médiatique.

En **Grèce**, les participants recherchent principalement des sources d'information fiables et vérifiées, préférant les médias en ligne où les informations peuvent être vérifiées et croisées. L'inquiétude quant à l'influence de l'intelligence artificielle sur la crédibilité de l'information est un thème récurrent, témoignant d'une prise de conscience croissante des risques associés à la manipulation de l'information. Enfin, en **Lituanie**, il existe une certaine confiance dans les informations télévisées, mais les participants sont également conscients de la propagation de la désinformation et tentent de confirmer les informations par des sources fiables. Cependant, certains font également confiance aux commentateurs politiques, considérés comme des sources fiables. Il se dégage donc de manière générale une tendance vers **une plus grande méfiance à l'égard des médias traditionnels et une préférence pour les sources en ligne et autres sources alternatives dans tous les pays partenaires**. Cependant, il existe **différences significatives dans l'approche de recherche d'informations et d'attitudes fiables** envers les médias publics, ce qui montre l'importance de prendre en compte le contexte culturel et social de chaque pays lors de l'analyse du comportement des médias.

## > Leçons apprises et expériences Réseaux sociaux

Lorsqu'on a demandé aux participants ce qu'ils pensaient des médias sociaux, diverses opinions et attitudes à leur égard ont émergé, reflétant les différences culturelles et les expériences individuelles des participants. En **Italie**, les participants ont largement reconnu l'utilité des réseaux sociaux comme outil pour rester informés. Ils ont souligné la diversité des sujets abordés et l'immédiateté de l'information disponible sur les réseaux sociaux. Plus précisément, certains participants, surtout les plus jeunes, ont mentionné utiliser des plateformes telles qu'Instagram et Facebook pour suivre l'actualité et les mises à jour, tandis que d'autres ont préféré des plateformes telles que Telegram pour participer à des groupes thématiques et partager des informations avec des personnes partageant les mêmes intérêts. Cependant, on a également pris conscience de la nécessité de vérifier la fiabilité des sources et l'exactitude des informations, compte tenu de la présence généralisée de fausses informations, en particulier sur les réseaux sociaux. À **Chypre**, les participants ont montré des attitudes similaires à l'égard de l'utilisation des médias sociaux comme source d'information. Ils ont souligné la commodité et l'accessibilité des informations sur les réseaux sociaux, mais ont également exprimé leur inquiétude quant à la propagation de fausses nouvelles et de désinformation. Certains participants ont souligné la nécessité d'être prudent lors de la sélection des sources et de l'évaluation des informations trouvées sur les réseaux sociaux. En **France**, tout le monde s'accorde sur l'utilité des réseaux sociaux et les utilise régulièrement, sans divergence d'opinion. Même ceux qui avaient préféré le journal pour s'informer reconnaissent l'utilité des réseaux sociaux.

En **Autriche**, les opinions étaient plus divergentes que dans d'autres pays. Alors que certains participants ont déclaré ne pas utiliser du tout les médias sociaux pour rester informés, d'autres ont reconnu leur valeur en tant que source d'information. Cependant, il existe une large prise de conscience des risques associés à son utilisation, tels que la polarisation et le manque de dialogue entre des groupes aux opinions différentes. En **Grèce**, les participants ont souligné l'importance des médias sociaux pour couvrir des sujets non couverts par les médias traditionnels et pour faciliter le partage d'informations entre groupes partageant les mêmes intérêts. Des inquiétudes ont toutefois été exprimées quant aux risques liés à la diffusion de fausses nouvelles et à la collecte de données personnelles sur les réseaux sociaux. Enfin, en Lituanie, les participants ont reconnu l'utilité des médias sociaux pour fournir des informations, mais ils ont également souligné les risques associés à la vie privée et à la possibilité d'être exposés en ligne. Certains participants ont souligné la nécessité d'être critique à l'égard des informations trouvées sur les réseaux sociaux et d'en vérifier la crédibilité. Dans l'ensemble, les résultats reflètent une **prise de conscience généralisée de l'importance des médias sociaux comme source d'information, mais aussi des risques associés à leur utilisation**. Des inquiétudes émergent concernant la propagation de la désinformation et de la désinformation, ainsi que concernant la confidentialité et la sécurité en ligne. Cependant, la valeur des médias sociaux est également reconnue pour faciliter le partage d'informations et la participation à des communautés en ligne partageant des intérêts communs.

## > Compromis : qualité ou quantité d'informations

Il a été demandé aux participants si, dans un compromis paradoxal, ils préféreraient recevoir des informations moins nombreuses mais de qualité certifiée et « lentes » ou avoir un flux constant d'informations – comme c'est le cas actuellement – sans avoir la garantie d'être vraies à 100 %. Les résultats montrent une forte tendance commune vers une préférence pour des informations fiables et de haute qualité, bien que cette préférence s'exprime de manières légèrement différentes. En **Italie**, les participants ont souligné l'importance de disposer d'informations certifiées et de qualité, même si cela peut signifier moins d'informations. Certains ont souligné la nécessité de mieux contrôler la source de l'information pour garantir sa fiabilité. Il existe également une préférence pour une sélection plus rigoureuse des informations plutôt que pour une surabondance d'informations de mauvaise qualité.

À **Chypre**, la plupart des participants ont convenu de l'importance des deux éléments, mais ont souligné une préférence pour la qualité plutôt que la quantité. Certains ont souligné le problème de l'invasion des théories du complot sur les réseaux sociaux et la difficulté de faire la distinction entre théories de la vérité et théories du complot. Cela suggère une prise de conscience croissante des risques associés à la diffusion d'informations non vérifiées et non certifiées.

En **Autriche** également, ainsi qu'en **Lituanie** et en **France**, tous les participants ont opté pour des informations moins nombreuses mais de meilleure qualité, indiquant une préférence pour des informations basées sur la qualité plutôt que sur la quantité. En **Grèce**, la plupart des participants ont souligné l'importance de la pensée critique et, à l'instar des autres pays, se sont accordés sur une préférence pour une information de haute qualité. Il y a également eu un débat sur la perception – parfois erronée – selon laquelle Internet ne contient que des informations de mauvaise qualité et un appel à mettre davantage l'accent sur un journalisme de qualité.

## > Pensée critique et analyse

En ce qui concerne la pensée critique, il a été demandé aux participants dans quelle mesure ils pouvaient être consciemment objectifs lorsqu'ils lisaient les informations, quelles étaient leurs réactions lorsqu'ils découvraient qu'une information en laquelle ils croyaient s'avérait fausse et s'ils considéraient que la vérité était toujours accessible. Les résultats indiquent une conscience générale du défi qu'il y a à discerner la vérité et à interpréter les nouvelles avec précision et objectivité, avec des différences dans les niveaux individuels de confiance dans leur capacité à le faire et dans leurs réactions émotionnelles à la découverte de fausses nouvelles. Plus précisément, en Italie et en **Autriche**, les participants ont partagé une certaine confiance dans leur capacité à lire l'actualité de manière critique, en particulier sur les sujets qui les intéressent. Cependant, lorsqu'ils sont confrontés à des informations qui s'avèrent fausses après avoir été considérées comme fiables, ils éprouvent un sentiment de découragement et de méfiance. Cela suggère une prise de conscience de la complexité du discernement de la vérité et une certaine prudence lorsqu'il s'agit de se fier aveuglément aux sources d'information. À **Chypre** et en **France**, les participants reconnaissent l'importance d'une lecture critique de l'actualité, mais sont moins confiants dans leur capacité à le faire avec succès. Lorsqu'ils découvrent qu'une nouvelle à laquelle ils croyaient s'avère fausse, ils ressentent de la déception, même si certains pensent que la nature de la nouvelle influence la mesure dans laquelle ils réagissent émotionnellement.

En **Grèce**, on est plus conscient des limites de la capacité à lire les informations de manière critique et objective. Les participants soulignent l'importance de l'éducation aux médias et de la pensée critique, reconnaissant la complexité de discerner la vérité à une époque d'informations abondantes et souvent contradictoires. En **Lituanie**, les participants reconnaissent la nécessité d'évaluer l'actualité de manière critique, mais admettent qu'ils ne le font pas toujours activement. Lorsqu'ils découvrent qu'une nouvelle qu'ils considéraient comme vraie s'avère fausse, ils éprouvent toute une série d'émotions négatives, soulignant la fragilité de la confiance dans les sources d'information.

## > Mesures proactives et éducation

Comme dernière question, il a été demandé aux participants quels sujets, selon eux, devraient être inclus dans un programme d'éducation aux médias, du point de vue du consommateur d'information. Les participants de tous les pays ont convenu de l'importance de, **fournir des outils pour évaluer la fiabilité des informations, des méthodes d'enseignement pour distinguer les nouvelles vérifiées des fausses nouvelles et développer les compétences de base pour interpréter correctement les informations et analyser les sources. De plus, il est important d'améliorer la lecture critique de l'actualité.**, encourageant la capacité de discerner et de se défendre contre les informations non vérifiées ou fausses. Cela comprend également l'éducation sur les opérations médiatiques et l'analyse des messages cachés dans le contenu médiatique. En parallèle, des conseils pratiques doivent être fournis pour vérifier les informations et attirer l'attention sur des sources fiables. En outre, l'importance de développer la pensée critique et la capacité de se forger une opinion éclairée est soulignée, car il s'agit d'une éducation à la cybersécurité et à la confidentialité des données. Il est crucial d'adapter le programme aux situations changeantes, notamment en période de crise, comme les guerres ou autres situations d'urgence. Enfin, il a été suggéré que l'éducation aux médias devrait être enseignée différemment selon l'âge, la profession ou les intérêts, et inclure également d'autres sujets tels que l'intelligence artificielle et le journalisme et les pratiques éthiques.

# Entretiens individuels

## EN BREF:

- **Prestataires et éducateurs d'éducation des adultes:**
  - Contenu adapté aux intérêts et aux expériences des adultes avec les médias.
  - Séances pratiques et approches interactives telles que la gamification.
  - Importance de sensibiliser à l'impact des médias numériques sur les décisions du monde réel.
  - Il faut lutter contre les discours de haine.
  - Flexibilité et mise à jour constante des contenus pour s'adapter à l'évolution des médias
- **Experts en digitalisation et développeurs web:**
  - L'intelligence artificielle (IA) est fondamentale pour gérer de grandes quantités de données.
  - L'IA comme outil pour identifier les sources de fausses nouvelles et détecter les contenus manipulés.
  - Inquiétude quant au potentiel de l'IA à propager de la désinformation.
  - Des pratiques innovantes telles que le journalisme citoyen et des outils tels que les plugins Internet.
- **Gouvernement et pouvoirs publics :**
  - Approches visant à garantir une information de qualité et à améliorer les programmes d'éducation aux médias.
  - Application plus stricte des lois existantes et des réglementations européennes.
  - Promouvoir les compétences de vérification des faits auprès des citoyens.
  - Campagnes et ressources de sensibilisation telles que CheckMate pour lutter contre la désinformation.
  - Rôle fort de l'UE dans la promotion des compétences médiatiques auprès des électeurs.
- **Experts juridiques :**
  - Coopération internationale dans la lutte contre la désinformation.
  - Nécessité de réglementations et de campagnes de sensibilisation à l'échelle européenne.
  - Une réglementation plus stricte des plateformes sociales et des lois contre la haine.
  - Intégration de l'éducation aux médias dans les programmes scolaires.
  - Des mesures telles que l'identification personnelle pour l'accès à Internet pour lutter contre les fausses nouvelles.
- **Agences de presse :**
  - L'évolution du rôle des journalistes à l'ère du numérique.
  - Importance de la vérification des faits et de la transparence.
  - Opportunités et risques associés aux médias sociaux.
  - Le défi de maintenir la crédibilité malgré la surcharge d'informations.
  - L'importance d'équilibrer visibilité et fiabilité.
- **Influenceurs des réseaux sociaux :**
  - Responsabilité partagée de diffuser des informations exactes.
  - Il faut promouvoir l'éducation aux médias.
  - Nécessité de s'engager activement dans une sensibilisation critique et une vérification des informations.
  - L'importance de la collaboration entre les influenceurs, les plateformes sociales et les établissements d'enseignement.

Dans cette section, les résultats des entretiens avec les parties prenantes du projet seront résumés. Les personnalités professionnelles travaillant dans le domaine des médias et de l'éducation ont été identifiées comme catégories de parties prenantes:

- ✓ Les prestataires et éducateurs d'éducation des adultes ;
- ✓ Experts en numérisation et développeurs Web ;
- ✓ Gouvernement ou autorités publiques locales ou régionales ;
- ✓ Experts juridiques ;
- ✓ Agences et chaînes de médias d'information ;
- ✓ Influenceurs des médias sociaux

Chaque répondant s'est vu poser les mêmes questions que dans les groupes de discussion, plus quelques questions plus inhérentes à leur travail dans le domaine de l'éducation aux médias.

## > Prestataires et éducateurs d'éducation des adultes

Pour les prestataires de formation des adultes et les éducateurs interrogés, l'entretien portait davantage sur les sujets qui devraient être inclus dans un programme éducatif d'éducation aux médias, sur la manière d'accroître l'engagement des adultes dans les programmes éducatifs d'éducation aux médias et sur les outils ou méthodes pédagogiques innovants qui peuvent être inclus dans un programme d'éducation aux médias pour adultes. Dans l'ensemble, d'après tous les entretiens, les participants ont déclaré que pour garantir un programme éducatif d'éducation aux médias efficace pour les adultes, il est crucial d'adopter une approche engageante et directe qui prend en compte leurs **expériences et connaissances antérieures concernant l'utilisation des médias et des médias sociaux**. À partir de cette base, il est possible de construire une formation qui leur fournit les outils dont ils ont besoin pour comprendre et évaluer de manière critique les informations qu'ils rencontrent en ligne. Cela pourrait inclure **des séances pratiques au cours desquelles les adultes peuvent explorer les différentes fonctionnalités des médias sociaux** et apprennent à faire la distinction entre les sources fiables et les fausses nouvelles. En outre, il est important de sensibiliser les adultes à l'impact que le monde numérique peut avoir sur le monde réel, en soulignant **comment les informations véhiculées par les médias peuvent influencer les opinions, les émotions et les décisions quotidiennes**. Cet aspect est assez crucial car il peut également être lié au problème du discours de haine, qui est répandu dans de nombreux environnements en ligne. Pour accroître l'intérêt et l'engagement des adultes dans les programmes d'éducation aux médias, il est crucial de **rendre le contenu pertinent par rapport à leur vie quotidienne et à leurs domaines d'intérêt**. Cela pourrait impliquer d'explorer des sujets tels que l'utilisation d'images sur les réseaux sociaux ou l'impact de la communication numérique sur les relations interpersonnelles. Utiliser des approches interactives, telles que discussions de groupe, activités pratiques et simulations de situations réelles, peut aider les adultes à mieux comprendre les notions abordées et à les appliquer dans leur vie de tous les jours (notamment la gamification serait une approche à intégrer dans cette offre pédagogique). Enfin, il est important de veiller à ce que les programmes d'éducation aux médias destinés aux adultes **soient flexible et capable de s'adapter aux situations changeantes et aux nouveaux défis** qui peuvent émerger dans l'environnement médiatique contemporain. Cela peut nécessiter une mise à jour constante du contenu et l'intégration de nouveaux outils et ressources pédagogiques, en particulier en période de crise comme les guerres ou les urgences sanitaires. De cette manière, il sera possible de fournir aux adultes les compétences nécessaires pour naviguer de manière critique et consciente dans le paysage médiatique actuel.

## > Experts en digitalisation et développeurs web

Concernant les experts en digitalisation et les développeurs web, il leur a été demandé dans un premier temps quelles sont, selon eux, les principales innovations qui peuvent être adaptées au monde de l'information. Les réponses ont été unanimes : dans le monde numérique, la principale innovation est intelligence artificielle (IA), qui peut gérer de grandes quantités de données et organiser les informations efficacement, aidant ainsi les humains à traiter les informations. Cependant, l'IA suscite des inquiétudes quant à la manipulation des débats publics et à la diffusion de fausses informations. Dans le même temps, la disponibilité croissante de technologies basées sur l'IA pourrait conduire à la création d'informations générées par

des algorithmes. D'autres développements incluent journalisme citoyen, signalée dans certains cas comme une tendance positive. Internet et podcasts sont considérées comme des innovations importantes dans le secteur de l'information, davantage en raison de l'impact que génèrent leurs nouvelles applications. A la question « Quels sont les outils qui peuvent être développés pour connaître la véracité des informations qui circulent ? » la réponse a toujours été centrée sur l'IA, identifiant une alternative viable dans la formation de l'intelligence artificielle pour identifier de manière indépendante les sources d'information et détecter quelles photos et vidéos ont été créées artificiellement, même si ce processus n'en est qu'à ses débuts. Le recours à l'intelligence artificielle et aux services de géolocalisation peut en effet s'avérer très utile, au même titre que d'autres outils de vérification des faits et les plateformes de reportage sont tout aussi cruciales pour vérifier les informations. Toutefois, il est difficile de développer des outils efficaces, car les fausses nouvelles évoluent aussi vite qu'elles sont créées, et les le développement de la pensée critique et analytique des citoyens est nécessaire. Enfin, lorsqu'on leur demande comment les algorithmes des moteurs de recherche et des réseaux sociaux peuvent améliorer la qualité de l'information, les personnes interrogées évoquent quelques approches intéressantes. La première consiste à utiliser des algorithmes pour identifier l'origine des informations, en évitant la diffusion d'articles sans contenu substantiel et en analysant soigneusement le texte par rapport au titre pour identifier les divergences. Cependant, la volonté des sociétés de médias sociaux d'apporter des changements significatifs est cruciale, car les changements d'algorithmes peuvent affecter directement les revenus et l'interaction des utilisateurs. Il est donc nécessaire d'améliorer la réglementation et le cadre juridique pour inciter les plateformes à adopter un comportement responsable. Il est donc possible de surveiller des algorithmes et de développer des systèmes pour prédire la fiabilité des informations, même si leur mise en œuvre à grande échelle nécessite le retraitement d'une masse massive de données. De plus, l'utilisation d'algorithmes d'IA pour filtrer le spam et réduire la publicité pourrait contribuer à améliorer l'expérience utilisateur.

## > **Gouvernement ou autorités publiques locales ou régionales**

Les autorités publiques dans le domaine des médias et de l'éducation ont été rencontrées pour des entretiens. Dans certains cas, il a été difficile de les retrouver, ce qui signifie d'une part une distance importante dans certains pays entre les autorités et les citoyens, et d'autre part l'absence de rôles institutionnels clairs et uniformément répartis dans les différents pays. Les autorités interrogées ont été essentiellement interrogées sur deux sujets principaux : a) comment les lois peuvent garantir davantage une information de qualité et protéger la communauté et le processus démocratique de l'impact de la désinformation ; b) ce que les gouvernements ou les autorités publiques locales/régionales peuvent faire pour améliorer l'efficacité des programmes d'éducation aux médias pour adultes. Pour la première question, les réponses mettent en évidence différentes approches pour garantir une information de qualité. À Chypre, des sanctions plus sévères et leur application stricte sont proposées ; en France, les défis liés à l'application de lois strictes sans compromettre la démocratie, notamment sur les réseaux sociaux, sont soulignés. L'Autriche promeut l'adoption de réglementations européennes telles que la loi sur les services numériques pour accroître la transparence en ligne et lutter contre la désinformation, insistant sur l'importance d'une application stricte de ces réglementations. Enfin, la Lituanie propose de renforcer la liberté d'expression et l'éthique journalistique à titre préventif. Concernant les actions visant à accroître l'efficacité des programmes d'éducation aux médias, Chypre suggère une approche axée sur une information correcte à travers l'organisation de séminaires, de conférences et d'ateliers visant à fournir une compréhension adéquate des questions liées aux médias. En France, une plus grande implication et allocation de ressources pour la mise à jour et l'optimisation des programmes éducatifs est proposée, ainsi que la création d'incitations pour stimuler la participation active des adultes. En outre, l'importance de sensibiliser aux questions de désinformation est soulignée, en mettant l'accent sur l'utilisation des ressources de l'intelligence artificielle. En Autriche, l'autorité interrogée suggère de promouvoir des projets spécifiques tels que CheckMate, visant à sensibiliser à la désinformation et à apprendre aux gens à la reconnaître. Ces programmes incluent également l'acquisition de compétences en matière de vérification des faits, essentielles pour identifier des informations correctes et fiables. En outre, le rôle actif que l'Union européenne et le Parlement européen peuvent jouer dans la sensibilisation aux défis liés à la désinformation et à la désinformation est souligné, en particulier à l'approche des élections européennes, afin de garantir un scrutin équitable et factuel. campagne électorale basée sur la base et en même temps renforcer la compétence médiatique des électeurs. Enfin, la proposition de la Lituanie se concentre sur l'importance d'informer la société sur les fausses informations, en suggérant une stratégie de communication directe pour contrecarrer la propagation de la désinformation et sensibiliser à l'importance d'évaluer de manière critique les sources d'information.

## > Experts juridiques

La première question posée aux experts juridiques concerne la manière dont les pays concernés coopèrent au niveau international pour lutter contre la désinformation. De manière générale, tous les pays concernés coopèrent au sein des institutions européennes, principalement par l'intermédiaire de leurs représentants élus. Par ailleurs, en Italie, la lutte contre la désinformation s'étend sur plusieurs fronts, même si elle n'est pas encore significativement développée. Le pays coopère par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères en finançant des projets visant à vérifier les procédures d'information. Actuellement, une révision du plan d'action de l'UE contre la désinformation de 2018 est en cours de discussion, avec un certain nombre de réunions et de mesures prises, notamment la création d'un système d'alerte pour surveiller les campagnes de diffamation et de désinformation.

D'un autre côté, l'Autriche reconnaît la nécessité de trouver de nouveaux moyens de lutter contre les fausses informations au niveau européen plutôt qu'au niveau national, compte tenu des conséquences possibles de règles trop strictes sur les réseaux sociaux. L'approche principale doit respecter la constitution. Compte tenu de la présence d'auteurs de fausses nouvelles en dehors de l'UE, il est considéré comme très important de coopérer à des campagnes et à des réglementations efficaces contre la propagande. La France apparaît comme un acteur actif dans la lutte contre la désinformation, avec de nombreuses campagnes nationales et de fréquentes déclarations de l'Élysée. Sa participation est clairement visible sur le plan national et international. Interrogé sur les accords internationaux dans le domaine de l'éducation, l'expert italien indique que bien qu'il existe des accords internationaux au sein de l'Union européenne (UE), aucun accord international n'a été conclu exclusivement entre l'Italie et d'autres pays extérieurs à l'UE concernant la lutte contre la désinformation. Cependant, en 2017, un projet de loi a été présenté qui aurait introduit de nouvelles infractions pénales pour empêcher la manipulation d'informations en ligne. Actuellement, ce projet de loi représente le principal cadre juridique concernant la désinformation en Italie. La France, quant à elle, a introduit la « loi infox » en 2018, visant à lutter contre la manipulation de l'information et les fausses nouvelles.

La Lituanie a signalé un renforcement du code de bonnes pratiques de l'UE contre la désinformation en juin 2022. L'objectif est que ce code soit reconnu comme code de conduite au titre de la loi sur les services numériques. Le code de bonnes pratiques de l'UE pour lutter contre la désinformation est renforcé en encourageant les pays signataires à signaler chaque mois leurs actions contre la désinformation concernant le coronavirus. La question de savoir s'il existe une obligation légale pour les écoles de proposer des programmes d'éducation aux médias révèle une image pas très actuelle des pays concernés : en Italie, bien qu'il n'y ait pas d'obligation légale, l'expert interrogé estime nécessaire d'introduire davantage d'éducation du public et de sensibilisation à la désinformation grâce à une réforme de la structure éducative, depuis les écoles jusqu'aux universités.

En Autriche, l'objectif ultime est une société « vaccinée » contre la désinformation, en mettant l'accent à la fois sur la prévention, par l'éducation aux médias et la vérification des faits, et sur la révélation de la désinformation elle-même par le biais de campagnes d'information et d'enquêtes. En France, il n'y a pas d'obligation légale, mais une sensibilisation est prônée, même s'il peut être difficile de la légaliser dans l'enseignement public. La Lituanie, quant à elle, fait référence à la loi sur l'information du public de la République de Lituanie et à la méthodologie déjà en place dans le pays pour lutter contre la désinformation. En général, il existe une opinion commune sur l'importance d'une éducation et d'une sensibilisation accrues du public à la désinformation, même si les détails de la mise en œuvre varient d'un pays à l'autre.

Enfin, nos experts juridiques ont été sollicités pour recommander des mesures juridiques permettant de lutter plus efficacement contre la propagation de la désinformation. Les réponses offrent un certain nombre de points de vue significatifs. L'expert italien propose de manière radicale un accès à Internet basé sur l'identification personnelle pour rendre les créateurs et promoteurs de désinformation responsables de leurs actes. En Autriche, la nécessité d'une campagne de sensibilisation à l'échelle européenne et de la formation d'un réseau d'experts pour identifier et signaler régulièrement les fausses nouvelles est soulignée. Une plus grande coopération européenne et la création de réglementations à l'échelle européenne sont également recommandées. En France, l'expert suggère une réglementation plus stricte des plateformes sociales, ainsi que des lois anti-haine, la protection des données et de la vie privée, la transparence numérique et la régulation des contenus.

Enfin, en Lituanie, il est nécessaire de coordonner les activités au niveau gouvernemental, de renforcer les capacités de communication stratégique et d'inclure l'éducation aux médias dans les programmes scolaires, ainsi que d'adapter les réglementations juridiques pour lutter contre la désinformation médiatique. Une plus grande coopération européenne et la création de réglementations à l'échelle européenne sont également recommandées. En France, l'expert suggère une réglementation plus stricte des plateformes sociales, ainsi que des lois anti-haine, la protection des données et de la vie privée, la transparence numérique et la régulation des contenus. Enfin, en Lituanie, il est nécessaire de coordonner les activités au niveau gouvernemental, de renforcer les capacités de communication stratégique et d'inclure l'éducation aux médias dans les programmes scolaires, ainsi que d'adapter les réglementations juridiques pour lutter contre la désinformation médiatique. Une plus grande coopération européenne et la création de réglementations à l'échelle européenne sont également recommandées. En France, l'expert suggère une réglementation plus stricte des plateformes

sociales, ainsi que des lois anti-haine, la protection des données et de la vie privée, la transparence numérique et la régulation des contenus. Enfin, en Lituanie, il est nécessaire de coordonner les activités au niveau gouvernemental, de renforcer les capacités de communication stratégique et d'inclure l'éducation aux médias dans les programmes scolaires, ainsi que d'adapter les réglementations juridiques pour lutter contre la désinformation médiatique.

## > Agences et chaînes de médias d'information

La comparaison avec les professionnels de l'information a été particulièrement utile pour la recherche. En effet, le profil des professionnels dans ce domaine évolue rapidement, tout comme la demande d'information des citoyens. Parmi les questions posées à cette catégorie d'acteurs, celle concernant précisément l'évolution du rôle des professionnels de l'information à l'ère de la post-vérité a apporté des éclairages très intéressants. Les réponses mettent en évidence un changement significatif dans le rôle du journalisme contemporain. En Italie, le risque de perte de crédibilité et de prestige professionnel est souligné, mais aussi la nécessité de s'adapter aux nouveaux outils et de maintenir la qualité de son travail. En Autriche, le rôle croissant de la vérification des faits est souligné, en particulier si l'on considère l'impact de l'intelligence artificielle et des moteurs de génération de texte tels que Chat GPT sur la production d'articles journalistiques. En Grèce, l'importance de communiquer au public l'utilité et la fiabilité des informations est soulignée, tandis qu'en France, le défi de toujours trouver et rapporter la vérité dans un contexte de surabondance d'informations, notamment avec l'avènement des médias sociaux, est souligné. Ces réponses reflètent la nécessaire adaptation des journalistes aux défis de l'ère numérique et de la post-vérité, avec un accent croissant sur la vérification des faits et la transparence dans l'information du public. Cela montre à quel point le rôle du journalisme reste crucial, même s'il tend souvent à être dévalorisé. Ensuite, il a été demandé quelles sont les opportunités et les risques pour les agences de presse liés à l'utilisation des médias sociaux. Les réponses ont été plus ou moins similaires : le danger de perte de crédibilité en raison de la surabondance d'informations est souligné, mais de la même manière, il s'agit de l'opportunité de s'adapter aux nouveaux outils et de consolider son autorité dans le contexte numérique. La large portée des médias sociaux comme moyen de diffusion d'informations est reconnue, mais le risque de diffusion d'informations non vérifiées est également souligné. Les opportunités d'une plus grande visibilité offertes par les médias sociaux sont également évoquées, mais le risque de perte de créativité en essayant d'atteindre des segments plus larges du public est également évoqué. Sans aucun doute, les réponses reflètent la complexité de l'environnement médiatique contemporain et l'importance de trouver un équilibre entre l'accès au large public des médias sociaux et le maintien de la qualité et de la fiabilité de l'information journalistique.

## > Influenceurs des médias sociaux

Nous concluons cette section par un résumé des résultats des entretiens avec des influenceurs des médias sociaux à qui on a posé des questions sur le degré de responsabilité qu'implique leur personnalité publique. Les influenceurs sont de nouveaux acteurs dans le monde de l'information et leur rôle peut être très différent. Certains d'entre eux sont porteurs de voix contre-culturelles et de pensées jeunes ou alternatives ; dans d'autres cas, il s'agit de véritables célébrités dotées d'un fort pouvoir sur l'opinion publique. La responsabilité des influenceurs des réseaux sociaux dans la diffusion de fausses nouvelles fait l'objet d'une des questions posées. Il leur a également été demandé quel rôle ils devraient jouer dans ce contexte et comment ils peuvent contribuer à l'éducation du public à l'éducation aux médias. Les personnes interrogées ont toutes convenu que les influenceurs, en raison de leur large portée, ont un impact significatif mais aussi une grande responsabilité. Le partage d'informations non vérifiées ou fausses peut alimenter la désinformation et avoir de graves conséquences pour la société. D'un autre côté, les influenceurs pourraient jouer un rôle positif et important dans les programmes d'éducation aux médias. Ils peuvent utiliser leur notoriété pour promouvoir une conscience critique et apprendre au public à évaluer de manière critique les informations en ligne. Cela nécessite un engagement actif des influenceurs pour promouvoir l'exactitude et la précision des informations. Il est essentiel qu'ils agissent de manière responsable et conscients de l'effet de leurs actions sur l'opinion publique. Enfin, les réponses appellent à une collaboration entre influenceurs, plateformes sociales et établissements d'enseignement, une réunion qui pourrait être cruciale pour relever ce défi de manière efficace et participative.

# 7. Analyse des bonnes pratiques identifiées

Dans cette section du guide, les meilleures pratiques les plus importantes dans le domaine de l'éducation aux médias identifiées dans les pays concernés seront présentées. Il a été demandé à chaque partenaire d'identifier les meilleures pratiques en matière d'initiatives ou de politiques éducatives sur les thèmes du projet, selon des critères spécifiques, fournissant ainsi une référence à travers laquelle le partenariat pourra développer le projet selon les étapes suivantes. Les exemples donnés ici se distinguent par leurs innovations en matière d'éducation et d'efficacité et sont des initiatives mises en œuvre ces dernières années. Pour un examen plus approfondi de toutes les meilleures pratiques de chaque pays inclus dans le partenariat, veuillez-vous référer aux études de pays individuelles, qui sont annexées au guide. Par la suite, les meilleures pratiques sélectionnées identifiées dans les pays qui ne font pas partie du partenariat seront décrites, fournissant ainsi un cadre plus complet utile aux fins du projet.

## Liste des meilleures pratiques des pays partenaires

Dans un souci de clarté et de meilleure discursivité du guide, les bonnes pratiques sont organisées par typologie, même s'il est difficile de catégoriser de nombreuses initiatives. En fait, ce type de projets aborde souvent simultanément différents aspects de la thématique médiatique, en utilisant une approche multidisciplinaire et transmédia. Chaque bonne pratique est brièvement décrite, mettant en avant ses principales caractéristiques et les innovations qu'elle apporte.

### > Programmes de formation

Les programmes de formation à l'éducation aux médias identifiés varient considérablement, allant des programmes universitaires aux programmes éducatifs de quelques semaines. Plus précisément, à **Chypre**, depuis 2022, l'Institut pédagogique de Chypre mène un programme d'éducation aux médias conçu pour améliorer l'éducation aux médias des enseignants, des étudiants et des enfants. Le programme vise à leur permettre d'accéder à l'information, de devenir consommateurs critiques et créateurs de contenu, se protéger contre la désinformation et la cyberintimidation, et utiliser leurs connaissances et leur imagination de manière responsable et sûre pour créer et communiquer des messages et des idées. En outre, le programme comprend un concours pour la production de vidéos par les étudiants pour une utilisation créative et sûre d'Internet, un aspect crucial de l'initiative visant à appliquer les connaissances acquises<sup>1</sup>. En **Lituanie**, un cours universitaire sur l'éducation aux médias est proposé, divisé en trois modules principaux : Médias, démocratie, citoyenneté informée et inclusive ; Résilience numérique et éducation aux médias à l'ère de la désinformation ; Vérification des informations et Vérification des faits outils<sup>2</sup>.

En **Italie**, plusieurs initiatives significatives ont été identifiées : « *Technologies numériques pour une vie active* » est un programme de formation développé en 2022 pour améliorer les compétences numériques des personnes de plus de 60 ans. Le projet répond au besoin croissant des citoyens plus âgés d'utiliser les outils technologiques et numériques de manière critique et consciemment pour une citoyenneté active. L'innovation du programme réside dans son programme qui aborde des sujets pertinents pour la vie quotidienne des participants, y compris la surveillance de la santé et les achats en ligne, qui sont des domaines dans lesquels le groupe cible est confronté à des défis. « *Éduquer à la lecture numérique* » est un programme de formation développé par l'Associazione Literacy Italia pour les enseignants, les bibliothécaires et les promoteurs de lecture. Un aspect clé de ce projet est le mentorat personnalisé proposé pendant le cours, permettant aux participants d'explorer des sujets en profondeur avec des professionnels expérimentés<sup>3</sup>.

Le projet FREEYOU, développé en 2021 par MEET - Digital Culture Center et Fondazione Cariplo, se compose de cinq sessions d'ateliers en ligne couvrant divers sujets tels que la désinformation, les stratégies de vérification des faits, dynamique des médias sociaux, et intelligence artificielle. La principale innovation du projet réside dans l'abordage de sujets importants mais inhabituels tels que les médias sociaux. Mêmes et contrefaçons profondes, qui sont très pertinents dans le paysage numérique actuel<sup>4</sup>.

1 <https://medialiteracy.pi.ac.cy/>

2 <https://www.vdu.lt/lt/study/subject/11156/>

3 <https://www.cremi.it/tecnologie-digitali-per-vivere-attivamente-un-progetto-di-educazione-ai-media-rivolto-alla-terza-eta/>

4 <https://www.meetcenter.it/it/freeyou-il-corso-di-formazione-per-la-media-literacy/>

Un autre projet italien est *Schoolmedia - Journalism Writing Laboratory*, un programme de formation développé par Zai.net, School-media, et approuvé par le ministère de l'Éducation. Il s'adresse aux lycéens et aux jeunes adultes, dans le but d'apprendre à rédiger des articles, en mettant l'accent sur le processus de vérifier les sources et sélectionner des informations. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles ce projet a été identifié comme vertueux, l'utilisation de l'apprentissage par la pratique: les participants développent leurs compétences en éducation aux médias en expérimentant toutes les phases du travail du journaliste<sup>5</sup>.

En **France**, deux programmes de formation ont été identifiés : le premier est Education aux médias et à l'information - Activités en classe pour les enseignants qui sont des ateliers organisés par le CLEMI. Les formateurs CLEMI interviennent dans les écoles et organisent des ateliers Déclic/Critique en premier et deuxième degrés. Ces ateliers sont filmés puis montés dans une vidéo de 5 minutes illustrant des cas concrets d'éducation aux médias et à l'information pour les enseignants. Les modules vidéo, diffusés sur la chaîne YouTube du CLEMI, sont accompagnés d'un trousse pédagogique comprenant les pré-requis pour les enseignants, la fiche pédagogique et les ressources utilisées, afin que les enseignants puissent mettre en œuvre cette activité en classe. Cette approche combine Apprentissage expérimentale avec accessibilité numérique, touchant un public plus large. L'utilisation de la technologie et du contenu vidéo améliore non seulement l'engagement, mais rend également l'information plus accessible et plus attrayante pour une génération visuellement orientée, contribuant ainsi à améliorer la culture médiatique et informationnelle des étudiants et des enseignants. Le deuxième est un cours en ligne<sup>6</sup>.

Le cours en ligne de Media Defense sur droits numériques et liberté d'expression en ligne contentieux est composé de dix modules conçus comme un guide de référence pour défendre les dossiers de droits numériques. Le contenu de ces modules s'étend des principes clés du droit international et de la liberté d'expression aux discours de haine, aux fausses nouvelles, à la désinformation et à la propagande. À cette fin, il est conçu pour éduquer et doter les individus, en particulier les professionnels du droit et les militants, de connaissances et de compétences liées aux droits numériques et à la liberté d'expression en ligne. Les participants peuvent tirer parti de leur compréhension de principes juridiques internationaux pour aborder des problèmes similaires dans différentes régions, en promouvant la liberté d'expression. Les compétences en plaidoyer acquises au cours du cours sont adaptables à divers contextes, de la pratique juridique aux organisations de la société civile, permettant aux individus de défendre les droits numériques à l'échelle mondiale. En outre, le cours permet aux apprenants de relever les défis émergents tels que la diffamation, la vie privée, les discours de haine et la désinformation, en leur offrant une expertise précieuse applicable dans des environnements culturels, juridiques et politiques distincts.

En **Grèce**, les initiatives identifiées portent davantage sur les compétences numériques que sur l'éducation aux médias, avec laquelle elle partage cependant de nombreux sujets. En ce qui concerne les programmes de formation, une bonne pratique est la National Academy of Digital Skills. Il s'agit d'une initiative du ministère de la Gouvernance numérique visant à développer et à collecter des contenus éducatifs visant à développer les compétences numériques pour tous les niveaux de citoyens. À l'Académie, les citoyens peuvent trouver des cours qui répondent à leurs besoins personnels et les aident à façonner leur profil professionnel pour répondre aux exigences de l'ère numérique. De plus, une plateforme en ligne a été développée, comprenant du matériel pédagogique accessible gratuitement. L'outil d'auto-évaluation, inclus dans la plateforme, permet d'évaluer le niveau de compétences numériques en répondant à quelques questions simples. Par la suite, et en fonction du résultat de l'auto-évaluation, il vous propose une proposition de cours personnalisée et parfaitement adaptée à vos besoins.

## > Cadres de compétences

Un cadre de compétences est un aperçu structuré qui délimite les compétences, aptitudes et connaissances spécifiques requises pour réussir dans un domaine particulier<sup>7</sup>. Ces cadres sont conçus pour fournir un aperçu clair et complet des compétences nécessaires aux individus pour remplir efficacement leurs fonctions. Ils servent de feuille de route pour l'élaboration de programmes d'études, de programmes de formation et d'évaluation des performances et décrivent généralement les aptitudes et compétences à différents niveaux de compétence. Dans le domaine de l'éducation aux médias, deux cadres ont été identifiés dans les pays concernés. En **Grèce**, le programme Skills Workshops est divisé en quatre modules thématiques, issus des Indicateurs mondiaux de développement durable (environnement, bien-être, sécurité, société civile, technologie moderne et entrepreneuriat) et adapté selon l'âge. Chaque module thématique offre la possibilité de cultiver les compétences numériques des enfants, en particulier : les compétences du 21<sup>e</sup> siècle, les compétences d'apprentissage numérique, les compétences en ingénierie et en sciences et technologies, les compétences en gestion des médias et les compétences de l'esprit. Dans ce cadre, une importance considérable est accordée aux compétences dans le domaine de l'éducation aux médias dans l'environnement numérique<sup>8</sup>.

5 <https://schoolmedia.it/Laboratorio-di-scrittura.html>

6 <https://www.clemi.fr/fr/ressources/nos-ressources-videos/ateliers-declic-critique.html>

7 Gillis A. S., What is a competency framework?, Extrait de <https://www.techtarget.com/searchhrsoftware/definition/competency-framework>

8 <https://elearning.iep.edu.gr/study/course/index.php?categoryid=44>

À **Chypre**, l'Institut pédagogique de Chypre est le coordinateur du projet de cybersécurité, qui vise à renforcer les efforts déployés à Chypre pour une utilisation créative et sûre d'Internet et à promouvoir la stratégie nationale pour un meilleur Internet pour les enfants de Chypre. Le projet a développé du matériel, des ressources et des outils éducatifs et informatifs, ainsi que des campagnes organisées pour donner aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux enseignants les compétences et les connaissances nécessaires. Sécurité Internet. En outre, il a créé une ligne d'assistance et de réclamation qui offre des informations, des conseils et un soutien aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux enseignants<sup>9</sup>.

## > **Pratiques ou méthodologies visant à stimuler l'acquisition de compétences essentielles en matière d'éducation aux médias**

Stimuler l'acquisition de compétences critiques en matière d'éducation aux médias implique une gamme de pratiques et de méthodologies conçues pour aider les individus à analyser, évaluer et comprendre les messages médiatiques de manière critique. L'Observatoire méditerranéen des médias numériques (MedMO) est un pôle régional de l'Observatoire européen des médias numériques couvrant la Grèce, Chypre et Malte. Lancé le 1er décembre 2022, le projet, qui s'étend jusqu'en mai 2025, a reçu un financement du programme Europe numérique de la Commission européenne (2021-2027) pour la création de pôles nationaux sur les médias numériques visant à étendre la portée du numérique européen. Observatoire des Médias (EDMO). MedDMO ouvre de nouvelles voies pour vérification collaborative des faits en se concentrant sur les campagnes de désinformation émergentes spécifiquement liées au territoire méditerranéen. Il se veut crucial source de connaissances sur les environnements informationnels locaux. Il rassemble des organisations de recherche, de vérification des faits et de médias qui mènent des travaux de recherche et des activités de renommée internationale dans le domaine de la désinformation. Le portail meddmo.eu est le portail numérique qui héberge le travail de vérification des faits mené par les journalistes et chercheurs des trois pays participants. Il comprend également les activités détaillées du consortium concernant la promotion ultérieure de l'éducation aux médias et des méthodes de vérification de l'information. Les partenaires sont censés aborder des questions d'un point de vue journalistique et scientifique, telles qu'immigration, changement climatique, santé, questions électorales et technologie – des sujets qui apparaissent souvent au centre des campagnes de désinformation qui ont polarisé l'UE<sup>10</sup>.

De plus, en 2023, le Département d'études sur la communication et l'Internet de l'Université de technologie de Chypre, le projet européen Horizon 2020 Co-Inform, l'Institut pédagogique de Chypre et l'ambassade des États-Unis à Chypre ont annoncé un programme de financement visant à promouvoir une approche multilatérale dans s'attaquer au problème de la désinformation, dans le cadre du suivi de la conférence de 2019 Combattre la désinformation grâce à l'éducation aux médias. À l'issue du concours, le comité d'évaluation a choisi les deux propositions de financement suivantes : Antibodies to MisInformation de l'Open University Chypre et Co-creating Media Literate Youth du Conseil de la jeunesse de Chypre. Le premier vise à concevoir, développer et appliquer dans des écoles pilotes un programme modèle expérientiel d'éducation aux médias contre la désinformation ; l'objectif est également de développer attitudes et compétences métacognitives des étudiants adolescents à faire face de manière critique à l'information contenue dans les médias numériques. L'objectif du second est de présenter aux jeunes de Chypre, ainsi qu'au grand public, les concepts, outils et compétences d'éducation aux médias, tels que les outils de vérification et les problèmes structurels des médias qui conduisent à la montée de la désinformation. Le projet vise également à sensibiliser sur la façon dont la désinformation affecte les processus démocratiques et conduit à la montée de l'extrémisme, du racisme et du sexisme et d'autres types de discours de haine, ainsi que pour aborder les exemples dans lesquels les stéréotypes sur certains sujets tels que l'égalité des sexes, le changement climatique, les droits LGBTQI+, sont encouragés à tort.

En Autriche, différentes initiatives de ce type ont été identifiées. Mimikama - Fake News Checking : Le grand nombre de fausses nouvelles circulant sur le Web a motivé l'organisation viennoise Mimikama à développer un canal permettant aux individus de envoyer de fausses nouvelles potentielles ou d'autres types d'informations. Mimikama analyse ensuite chaque cas afin de fournir à l'utilisateur, mais aussi au grand public, une vérification des faits de l'article concerné. Le processus de vérification des faits est effectué non seulement par le personnel, mais également en coopération avec un forum public. La plateforme elle-même rassemble divers cas de fausses nouvelles et d'exemples de désinformation et de désinformation dans toute la région germanophone. La plateforme est accessible via [hoaxsearch.com](https://hoaxsearch.com) et répertorie toutes les vérifications de fausses nouvelles pertinentes déjà effectuées par l'organisation liées à un argument spécifique.

Sur la base d'un argument avancé par quelqu'un, le forum et la communauté Mimikama tentent d'enquêter

9 <https://cybersafety.cy/>

10 <https://meddmo.eu/>

sur l'affaire en vérifiant si l'information est correcte ou non. L'activité de recherche collective permet d'atteindre plus rapidement des résultats meilleurs et plus diversifiés et facilite l'échange d'idées et d'informations. Le processus garantit également transparence et traçabilité. Une fois la recherche terminée, la rédaction de Mimikama rassemble les résultats et crée un article informatif contenant les informations pertinentes pour les utilisateurs. Les résultats sont ensuite publiés sur le site Internet ainsi que sur [hoaxsearch.com](http://hoaxsearch.com).<sup>11</sup>

Resté en Autriche, The Fake News Bingo est une manière ludique d'examiner le discours politique et de promouvoir l'éducation aux médias. Il peut être utilisé de diverses manières dans le cadre de l'enseignement et d'autres travaux éducatifs. L'outil a été créé à l'origine sous le nom de « Populism bingo » par une organisation finlandaise. L'organisation autrichienne « Safer Internet » l'a ensuite transformé en Fake News Bingo dans le but de proposer une manière ludique d'améliorer les compétences des adultes à identifier les fausses nouvelles.

L'outil est conçu pour être utilisé lorsque vous travaillez directement avec les médias sociaux et les actualités. La seule chose nécessaire est le tableau de bingo – téléchargeable – et le fil d'actualité d'une plateforme de médias sociaux. La carte de bingo fonctionne comme un cadre d'analyse lors de l'examen des médias. La carte contient divers exemples typiques de fausses nouvelles, et le but du jeu est de reconnaître les éléments de fausses nouvelles. Rhétorique typique des fausses nouvelles dans les textes médiatiques. L'outil n'est lié à aucun parti politique, mais peut être utilisé pour examiner n'importe quel texte ou rhétorique politique. Comme dans le jeu de bingo traditionnel, le gagnant est le joueur qui coche en premier toutes les cases d'affilée (horizontales, verticales ou diagonales) de sa carte de bingo. La préparation est très simple et permet aux adultes de s'impliquer directement dans les fausses nouvelles sur les réseaux sociaux. Le caractère ludique aide à améliorer les compétences de manière simple, sans longues introductions théoriques au sujet.<sup>12</sup>

Le projet WebAngels 2.0 est une méthodologie conçue pour améliorer l'acquisition de compétences essentielles en matière d'éducation aux médias. Cette initiative est centrée sur des approches et des méthodes pragmatiques pour interagir avec les utilisateurs en ligne, avec un accent principal sur encourager la pensée critique et favoriser les dialogues réflexifs pour stimuler des changements positifs dans le comportement en ligne. Engageant huit à dix bénévoles dévoués par plateforme, connue sous le nom de WebAngels, le projet lance des interventions ciblées, visant à favoriser des changements positifs dans le comportement en ligne des utilisateurs naviguant sur la frontière ténue entre la liberté d'expression et la haine. Une innovation clé de WebAngels 2.0 est son approche proactive pour lutter contre la haine en ligne.

Le recours à des bénévoles dévoués pour un engagement direct le distingue, facilitant un dialogue réfléchi pour des changements de comportement positifs. L'incorporation d'informations à la fois établies et nouvelles et stratégies de contre-discours fait preuve d'adaptabilité et d'efficacité pour relever les défis en constante évolution en ligne. APA – Faktencheck est un projet spécialement conçu pour répondre aux besoins des consommateurs d'informations individuels et des entités médiatiques cherchant à renforcer leurs capacités de vérification des faits. L'initiative vise à doter ces groupes des compétences et des ressources nécessaires pour distinguer les informations factuelles de la vaste mer de désinformation qui prévaut sur Internet. Le but n'est pas seulement de démystifier la désinformation mais aussi de donner un aperçu des méthodes de recherche contemporaines. Les vérifications des faits couvrent divers sujets, allant au-delà des déclarations politiques, garantissant aux lecteurs des avantages tangibles : accès à des informations vitales et protection contre la désinformation. La pertinence est évaluée en fonction de la viralité de l'information, qui a un impact sur l'intérêt sociétal et influence l'opinion publique. L'approche est innovante car elle va au-delà de la réaction à de fausses informations ; plutôt, il permet aux lecteurs de discerner de manière proactive entre les faits vrais et faux. Il met également en lumière la manière dont l'information est créée à l'ère numérique. L'approche globale de vérification des faits couvre divers sujets, favorisant la pensée critique dans différents contextes.<sup>13</sup>

Une autre initiative autrichienne importante sélectionnée pour ce guide est le projet MILES, de COMMIT, une ONG dont le but est de développer davantage les lecteurs multimédias non commerciaux. L'organisation se considère comme une plateforme permettant de développer davantage les compétences et les aptitudes des journalistes, des opérateurs de radiodiffusion non commerciaux et des établissements de formation des adultes. Le projet a produit divers matériels et organisé des formations dans plusieurs pays européens. Les partenaires médias constituent un groupe diversifié de professionnels transdisciplinaires, dont le point commun est que leur travail est axé sur l'éducation aux médias et à l'information comme partie intégrante de leurs ateliers et programmes de formation. Les projets sont réalisés en utilisant des méthodologies participatives pour la création audio et audiovisuelle et mettent tous la communauté au centre. Les participants impliqués dans les formations ont été présentés codes éthiques du journalisme et découvert les responsabilités qui accompagnent la production médiatique. Les activités sur 24 mois comprennent des échanges structurés, des recherches locales, cinq réunions de partenaires et un événement d'enseignement/apprentissage pour impliquer les partenaires, les formateurs et les stagiaires.

## > Stratégies

11 [https://www.saferinternet.at/fileadmin/categorized/Materialien/Fake-News\\_Bingo.pdf](https://www.saferinternet.at/fileadmin/categorized/Materialien/Fake-News_Bingo.pdf)

12 <https://apa.at/service/faktencheck-2/>

13 <https://www.commit.at/projekte/miles>

Dans le domaine de l'éducation aux médias, les politiques jouent un rôle crucial dans l'élaboration des initiatives éducatives et dans la sensibilisation du public à l'analyse critique des médias. Ces politiques définissent des lignes directrices pour intégrer l'éducation aux médias dans les programmes scolaires, promeuvent la formation des enseignants et établissent des partenariats avec l'industrie des médias pour garantir la production de contenus informatifs et fiables. À commencer par la Grèce, comme nous l'avons vu plus haut, les pratiques identifiées concernent davantage les compétences numériques que l'éducation aux médias spécifiquement. La Bible de la transformation numérique sert à documenter les interventions nécessaires dans l'infrastructure technologique de l'État, dans l'éducation et la formation de la population pour acquérir des compétences numériques, et dans la manière dont la Grèce utilise technologie digitale dans tous les secteurs de l'économie et de l'administration publique. Grâce à un processus collaboratif impliquant les parties prenantes, les organisations et la société civile, la Bible de la transformation numérique décrit la stratégie de transformation numérique et son plan d'exécution. Il va au-delà d'un simple document de stratégie déclaratif, mettant fortement l'accent sur la mise en œuvre, en se concentrant non seulement sur « ce » qui doit être fait, mais également sur « comment » cela doit être fait. Les interventions décrites dans la Bible de la transformation numérique visent à répondre à la fois aux exigences essentielles et à l'exécution de la stratégie numérique nationale. Le catalogage initial des projets cruciaux soutenant la mise en œuvre de la transformation numérique n'est ni exhaustif ni restrictif. Le plan d'action reste ouvert et dynamique, soumis à un co-développement continu et à des mises à jour annuelles en coordination avec les organes de l'administration publique concernés. Ce processus itératif garantit que les besoins ou priorités émergents peuvent conduire à des projets supplémentaires, tant horizontalement qu'au niveau sectoriel, s'alignant sur la stratégie globale, guidés par la philosophie globale et servant les objectifs fondamentaux de la Bible de la transformation numérique. Les mesures essentielles de la Transformation Numérique englobent un ensemble d'initiatives et de projets classés en sept axes stratégiques distincts. Cette catégorisation est intentionnelle, compte tenu de la nature et du contenu des interventions, visant à définir de manière transparente l'approche de mise en œuvre du plan d'action pour la transformation numérique. En outre, l'accent est délibérément mis sur l'exploitation des technologies émergentes pour créer des solutions sophistiquées qui facilitent la réalisation des objectifs du plan<sup>14</sup>.

En **France**, il existe l'ARCOM, l'autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique. Elle garantit la liberté de communication et assure le financement de la création audiovisuelle et la protection des droits. Elle est chargée de la régulation systémique des plateformes ayant une activité d'intermédiation en ligne, telles que les plateformes de partage de vidéos, les réseaux sociaux, les moteurs de recherche, les agrégateurs et les magasins d'applications. Depuis la loi du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information, les plateformes en ligne doivent informer annuellement cette autorité de leurs efforts contre la manipulation de l'information. L'objectif principal est de renforcer la transparence, la responsabilité et l'intégrité de la communication numérique en obligeant les opérateurs de plateformes en ligne à rendre compte de leurs actions contre la manipulation de l'information, réduisant ainsi la diffusion d'informations fausses ou trompeuses. De plus, il garantit le respect de la réglementation, en trouvant un équilibre entre la protection des droits des utilisateurs et le respect de la liberté d'expression tout en luttant contre les contenus préjudiciables. La publication de rapports annuels promeut la transparence, permettant aux parties prenantes et au public d'évaluer les mesures prises par les opérateurs de plateformes en ligne pour préserver l'authenticité de la communication numérique, favorisant ainsi un environnement numérique plus fiable et responsable<sup>15</sup>.

## > Utilisation innovante des supports technologiques

Les approches technologiques innovantes font désormais partie intégrante de l'amélioration des compétences

<sup>14</sup> <https://digitalstrategy.gov.gr/en/>

<sup>15</sup> <https://www.arcom.fr>

es en matière d'éducation aux médias à l'ère numérique. Cette section met en lumière quelques pratiques exemplaires tirant parti des innovations technologiques pour favoriser la pensée critique et la culture numérique. Parmi les initiatives les plus significatives dans ce domaine, beaucoup impliquent des plateformes ou des réseaux de vérification des faits en ligne. En **France**, par exemple, AFP Factuel est un service de l'Agence France-Presse, une agence de presse multilingue et multiculturelle dont la mission est de fournir en permanence une couverture précise, équilibrée et impartiale de l'actualité. L'AFP a lancé son service de vérification numérique en France en 2017 et est devenu le leader mondial en **vérification des faits organisation**. Ses journalistes surveillent les contenus en ligne dans les langues locales, de l'amharique à l'hindi, en passant par le polonais ou le portugais. Ils prennent en compte **cultures, langues et politiques locales** et travaillent avec les bureaux de l'AFP dans le monde entier pour enquêter et réfuter les fausses informations, en se concentrant sur les éléments qui peuvent être nuisibles, percutants et manipulateurs. L'objectif principal d'AFP Factuel est de démystifier les allégations fausses et préjudiciables qui circulent sur Internet, avec un accent particulier sur la désinformation hautement virale et potentiellement dangereuse. Ils donnent la priorité aux enquêtes sur les allégations susceptibles de mettre en danger la santé des personnes, de perturber les processus démocratiques ou de promouvoir les discours de haine et le racisme. AFP Factuel maintient des normes strictes d'impartialité et d'indépendance, vérifiant les informations en fonction de leur véracité plutôt que de leur source ou de leur affiliation politique. Leur approche se caractérise par la transparence, utilisant **plusieurs sources indépendantes et avis d'experts**, et ils emploient à la fois des techniques journalistiques traditionnelles et des outils techniques pour vérifier les affirmations. Ils sélectionnent les allégations à vérifier en fonction de leur viralité et de l'intérêt public, en donnant la priorité à celles qui ont l'impact le plus significatif<sup>16</sup>.

Fact Check Chypre est une plateforme en ligne pour lutter contre la désinformation et la désinformation à **Chypre**. L'équipe impliquée dans cette initiative est composée de personnes possédant des connaissances de longue date dans les domaines de la biologie, de la médecine, de la physique, de l'ingénierie, des sciences alimentaires, de la pharmacologie, de la philosophie, de la psychologie, de la linguistique et de la sociologie. Chaque article est étayé par des sources recherchées et choisies avec soin, afin que nos informations soient fiables et basées sur la méthode scientifique. Chaque article est examiné par plusieurs membres de l'équipe et fait l'objet de recherches approfondies pour être aussi précis que possible<sup>17</sup>.

La plateforme Ellinika Hoaxes a été fondée en 2013 dans le cadre du premier effort coordonné visant à contrôler les informations et les affirmations dans les médias et les réseaux sociaux en Grèce. La création des Hellenic Hoaxes est née de la nécessité de recouper l'énorme quantité d'informations circulant principalement via Internet. Il s'agit d'une organisation à but non lucratif axée sur la recherche et la collecte de données provenant de sources fiables. Il est membre du réseau mondial de contrôle des événements de l'International Fact-Checking Network (IFCN). Ils sont audités chaque année et sont conformes aux principes de l'IFCN d'indépendance politique, de transparence des sources, de financement, de méthodologie et d'engagement en faveur de corrections ouvertes et honnêtes. En outre, il est membre de l'Observatoire européen contre la désinformation (SOMA), de l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) et a participé au projet FactCheckEU.info<sup>18</sup>. Resté en Grèce, le projet Check4Facts/Science est une plateforme de vérification des faits mise en œuvre en collaboration entre plusieurs organismes de recherche. Ce projet répond à un besoin de **connaissances scientifiques et dialogue** sur le contrôle de la crédibilité du discours public en Grèce. Plus spécifiquement, le site Web Check4facts/Science se concentre sur quatre domaines thématiques particulièrement importants du discours public: **la question de la santé, la question du changement climatique, la question des réfugiés/immigrations et la criminalité**. Afin de vérifier les informations, les vérificateurs d'informations publiques Check4facts/Science extraient les informations des données primaires et/ou secondaires disponibles et collaborent avec des scientifiques qualifiés, des fonctionnaires, des experts d'organismes publics et privés, afin de vérifier la validité des informations en accédant à tous. sources primaires et/ou secondaires disponibles<sup>19</sup>.

Enfin, en **Italie**, une initiative significative est Pillole contro la disinformazione (Pilules contre la désinformation). Le projet est une innovation dans la méthode d'utilisation des médias. Pills Against Misinformation est un format de la RAI (télévision publique italienne) composé de courtes vidéos d'une durée maximale de

<sup>16</sup> <https://factuel.afp.com>

<sup>17</sup> <https://factcheckchypre.org/>

<sup>18</sup> <https://www.ellinikahoaxes.gr/about-us/>

<sup>19</sup> <https://check4facts.gr/about/project>

5 minutes, diffusées sur les plateformes TV et Web. Chaque vidéo aborde un sujet spécifique sur le thème des médias, de **les fausses nouvelles, l'intelligence artificielle, la désinformation**. Le projet fait partie du programme d'inclusion numérique lancé par la télévision publique italienne, dans le but d'inclure dans l'activité d'éducation aux médias quelque chose qui informe les téléspectateurs sur ce qui est juste de prendre au sérieux et ce qui ne l'est pas, et comment comprendre quelles informations sont vrai au lieu des autres. Au cours de la dernière saison, en 2023, les épisodes ont abordé des sujets intéressants tels que Images créées par l'intelligence artificielle, Emoji et désinformation, Métadonnées et désinformation, Inconscient et désinformation. La principale innovation de ce projet est de réaliser du divertissement ludo-éducatif sur des sujets liés à l'éducation aux médias, en utilisant le langage télévisuel adressé au public générique<sup>20</sup>.

## Meilleures pratiques sélectionnées dans des pays non inclus dans le partenariat

Afin d'avoir une vision plus large du phénomène de l'éducation aux médias, cette section du guide sera complétée par l'introduction d'autres bonnes pratiques, conçues et mises en œuvre dans d'autres parties du monde. En fait, il existe de plus en plus d'initiatives en matière d'éducation aux médias et de plus en plus d'efforts de recherche dans ce domaine, tant au niveau de la méthodologie que du contenu. Dans certains cas, de petits projets sont devenus de grandes institutions jouant un rôle important et ont créé des réseaux solides avec des instituts de recherche, des décideurs politiques, des sociétés de presse, des sociétés de radiodiffusion, des écoles et des universités du monde entier. Dans d'autres cas, comme dans l'exemple suivant, des stratégies structurelles et des politiques d'intervention à grande échelle sont conçues. Sur le continent européen, une stratégie politique très intéressante a été élaborée en 2021 par le ministère britannique du Numérique, de la Culture, des Médias et du Sport en réponse à la crise médiatique déclenchée par le COVID. La stratégie d'éducation aux médias en ligne vise à améliorer les compétences des utilisateurs du Royaume-Uni en matière d'éducation aux médias par l'éducation et l'autonomisation. La stratégie identifie les principaux défis à relever et fournit un cadre stratégique pour guider les efforts des organisations d'éducation aux médias. Les priorités stratégiquement identifiées comprennent **créer une plus grande coordination et collaboration entre les organisations de l'industrie pour relever collectivement les principaux défis**. Il propose également de promouvoir une citoyenneté positive sur les plateformes en ligne en encourageant les comportements respectueux et tolérants envers autrui d'une part ; en revanche, il propose de fermer **lacunes réglementaires pour soutenir les utilisateurs victimes d'abus en ligne**, comme par exemple apporter un soutien spécifique aux personnes victimes de racisme ou de violences sexuelles. Un autre défi consiste à créer un environnement inclusif dans les processus d'éducation aux médias grâce à la création de **ressources éducatives pour certains groupes d'utilisateurs, tels que les personnes handicapées ou ayant des besoins éducatifs spéciaux**. Enfin, la stratégie vise à impliquer les plateformes en ligne dans la promotion de l'éducation aux médias grâce à des choix de conception favorisant l'identification et la gestion des fausses informations. La stratégie recommande ensuite des actions ciblées pour améliorer l'efficacité des processus d'éducation aux médias : l'ajustement des plateformes en ligne vers plus de transparence et de clarté dans les politiques et les règles liées à la présentation du contenu ; une plus grande clarté pour les algorithmes utilisés ; et le ciblage du contenu sponsorisé. En outre, la collaboration avec des experts externes dans le domaine de l'éducation aux médias est encouragée pour développer des solutions efficaces pour lutter contre la désinformation, la haine en ligne et la manipulation de l'opinion publique. Il appelle également à prendre **responsabilité sociale dans la promotion d'un environnement en ligne sain et éthique**, en améliorant les mécanismes de retour d'information des utilisateurs pour signaler les contenus problématiques ou frauduleux, et en mesurant en permanence l'impact des initiatives visant à améliorer l'éducation aux médias des utilisateurs, à l'aide d'indicateurs clés tels que l'augmentation de la conscience critique ou la modification des comportements négatifs en ligne. En Europe, de nombreuses initiatives internationales importantes sont organisées par l'Association européenne pour les intérêts des téléspectateurs (EAVI), une organisation internationale à but non lucratif basée à Bruxelles qui milite en faveur d'initiatives permettant aux citoyens de participer à la vie publique à travers les médias. EAVI a été créée pour aider à rassembler ceux qui soutiennent les intérêts des citoyens et des consommateurs dans le monde des médias. Elle a été officiellement fondée avec le soutien de la Commission

20 <https://www.raipplay.it/programmi/pillolecontroladisinformazione>

européenne et a reçu l'approbation des autorités belges en mars 2005. EAVI œuvre pour une plus grande éducation aux médias dans le contexte mondial de la société de l'information. Atteindre cet objectif nécessite **animer le débat et encourager le dialogue**, ainsi que la mobilisation des différents acteurs qui composent les groupes sociaux et économiques. EAVI travaille avec tous les acteurs, des institutions internationales aux individus, en accordant une attention particulière à **l'analyse interdisciplinaire des questions liées à l'impact de l'éducation aux médias sur les jeunes**. La variété et le nombre d'initiatives organisées par EAVI sont très élevés. En effet, sur leur site Internet, ils publient des recherches, des études, des boîtes à outils pour les éducateurs, des guides, des infographies très intuitives, des tests d'auto-évaluation, des plans de cours pour les élèves de différentes tranches d'âge, avec différents types de contenus. EAVI produit également **vidéos éducatives** et a produit un dessin animé en quatre épisodes sur l'éducation aux médias, disponible en 21 langues, afin que même les jeunes enfants puissent comprendre le sujet. Cette approche pédagogique représente une innovation majeure dans la thématique car elle représente l'idée de **une éducation aux médias adaptée aux différents contextes et tranches d'âge**, une idée qui considère l'éducation aux médias comme un processus permanent et perçoit donc les médias comme un facteur en constante évolution dans la vie. EAVI organise également chaque année plusieurs événements dédiés à l'information : des ateliers, des conférences internationales, des camps d'été et un festival international au cours duquel des prix sont décernés dans ces cinq catégories : AI Trending Now : Des façons intelligentes d'utiliser la technologie de l'intelligence artificielle pour le ML ; Bien-être numérique : favoriser la pleine conscience pour contribuer à un environnement numérique plus sain. Parentalité et générations numériques ; Initiatives de ML au profit des parents, des enfants, des jeunes et des personnes âgées ; Renforcer l'engagement et la participation des citoyens : initiatives pour l'intégrité des élections et pour lutter contre la désinformation ; Multiplicateurs ML : pratiques efficaces pour reproduire, multiplier et transférer les connaissances et les compétences en matière d'éducation aux médias. Sans aucun doute, plus qu'une bonne pratique, EAVI est un conteneur de bonnes pratiques, construit sur des processus de mise en réseau ramifiés et établis entre les pays européens. Cependant, il s'agit d'une excellente démonstration de la façon dont l'éducation aux médias est une question complexe abordée avec de multiples approches, à travers de multiples perspectives et dédiée à chaque citoyen. Les dernières bonnes pratiques viennent d'outre-mer, des États-Unis. Il s'agit d'une initiative développée par Media Education Lab et appelée Media Literacy Implementation (MLI) Index, un **outil de recherche basé sur des enquêtes qui mesure l'adoption de l'éducation aux médias** dans les écoles et les communautés. Il s'agit d'une enquête adaptée aux élèves âgés de 4 à 12 ans et d'une enquête destinée aux chefs d'établissement, aux enseignants, aux bibliothécaires, aux parents, aux membres de la communauté et aux élus publics. Toute organisation souhaitant utiliser l'index là où elle travaille peut contacter Media Education Lab et disposer des outils nécessaires pour mener l'analyse. Il peut y avoir trois types de collaboration avec l'organisation, allant de la collaboration libre dans laquelle les questionnaires sont adaptés au public cible, au partenariat qui implique la production d'un rapport des résultats qui servira de guide pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes éducatifs. programmes d'études. Les services proposés par Media Education Lab sont également autres, tels que **sous forme de forums, webinaires, livres, vidéos et podcasts**, mais pour les besoins de notre recherche, l'indice MLI représente une innovation qui doit être diffusée pour plusieurs raisons : premièrement, une pratique continue de collecte de données est essentielle, afin d'avoir plus d'informations sur la diffusion des pratiques d'éducation aux médias dans communautés éducatives<sup>21</sup>.

Cet indice peut être adapté à différents contextes scolaires mais propose une approche unique pour le traitement des données et standardise les résultats obtenus. Il est ainsi plus facile d'avoir des paramètres uniques pour produire des recherches significatives. En fait, le système d'enquête créé par Media Education Lab connaît un bon succès parmi les États nord-américains et conduit à la production de nombreuses recherches. En conclusion, cette étape s'avère cruciale : des stratégies, des politiques et des actions ciblées pour la diffusion de l'éducation aux médias ne peuvent être planifiées sans connaître l'état actuel de l'éducation aux médias, tout comme des programmes scolaires efficaces sur ce sujet ne peuvent être introduits sans connaître le niveau de la sensibilisation des étudiants.

21 <https://mediaeducationlab.com/>

# Aperçu des principales caractéristiques de l'analyse des bonnes pratiques

Sur la base de l'analyse expliquée ci-dessus, il est possible d'identifier les principales caractéristiques suivantes à prendre en compte lors de l'élaboration d'un cours ou d'une approche visant à la fois à renforcer l'éducation aux médias et à lutter contre les fausses nouvelles, la désinformation et la désinformation :

| Type de pratiques      | LES SUJETS   | MÉTHODOLOGIE/APPROCHE   |
|------------------------|--|---|
| Programme de formation | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Devenez des consommateurs critiques et des créateurs de contenu</li> <li>• Outils de vérification des faits</li> <li>• Le quotidien des participants</li> <li>• Dynamique des médias sociaux</li> <li>• Intelligence artificielle</li> <li>• Mèmes et Deepfakes</li> <li>• Droits numériques et liberté d'expression en ligne</li> <li>• La propagande</li> <li>• Compétences en plaidoyer</li> <li>• Principes juridiques</li> <li>• Compétences numériques</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprentissage par la pratique</li> <li>• Cours en ligne</li> <li>• Mentorat personnalisé</li> <li>• Apprentissage expérientiel</li> <li>• Apprentissage visuel</li> <li>• Accessibilité numérique</li> <li>• Auto-évaluation avant et après</li> <li>• Approche mixte</li> </ul> |
| Cadre de compétences   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Environnement</li> <li>• bien-être</li> <li>• sécurité</li> <li>• société civile</li> <li>• technologie moderne</li> <li>• entrepreneuriat</li> <li>• Compétences en gestion des médias</li> <li>• La cyber-sécurité</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement des participants</li> <li>• Approche mixte</li> </ul>   |

|  |   |   |
|--|---|---|
| <p>Pratiques et méthodologie visant à renforcer l'éducation aux médias</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>● Immigration</li> <li>● Changement climatique</li> <li>● Santé</li> <li>● Les élections comptent</li> <li>● Technologie</li> <li>● Attitudes et compétences métacognitives</li> <li>● La désinformation affecte les processus démocratiques</li> <li>● Montée de l'extrémisme, du racisme et du sexisme</li> <li>● Rhétorique des fausses nouvelles dans les textes médiatiques</li> <li>● Compétences essentielles en matière d'éducation aux médias</li> <li>● Esprit critique</li> <li>● Comportement en ligne</li> <li>● Stratégies de contre-discours</li> <li>● Démystification de la désinformation</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>● Vérification collaborative des faits</li> <li>● Fournir une source de connaissances sur les environnements d'information locaux</li> <li>● Utilisation de la plateforme numérique</li> <li>● Implication proactive des utilisateurs dans l'envoi de fausses nouvelles potentielles ou d'autres types d'informations</li> <li>● Transparence et traçabilité</li> <li>● Identification des fausses nouvelles grâce à la gamification</li> <li>● Approche proactive pour lutter contre la haine en ligne</li> </ul> |
| <p>Utilisation innovante des supports technologiques</p>                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>● N/A</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>● Plusieurs sources indépendantes et avis d'experts</li> <li>● Courtes vidéos</li> <li>● Diffusion télévisée</li> <li>● Vérification des faits en tenant compte des cultures, langues et politiques locales</li> <li>● Donner la priorité aux fausses nouvelles ayant un plus grand impact.</li> <li>● Coopération entre experts de plusieurs domaines d'expertise</li> </ul>  |
| <p>Autre</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>● Parentalité numérique et générations</li> <li>● Débat et dialogue</li> <li>● Responsabilité sociale dans la promotion d'un environnement en ligne sain et éthique</li> <li>● Bien-être numérique</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>● Approche interdisciplinaire</li> <li>● Lutter contre les discours de haine</li> <li>● Adaptation à tous contextes ou tranches d'âge</li> <li>● Outil de recherche basé sur des enquêtes pour comprendre le niveau d'éducation aux médias avant de mettre en œuvre un programme de formation avec une cible donnée dans un contexte donné.</li> </ul>   |

# 8. Conclusions et suggestions

Compte tenu du monde complexe, aux multiples facettes et en constante évolution et du sujet du présent document, il est clair qu'il s'agit de fournir simplement un aperçu de l'état de l'art sur le sujet. Après tout, la désinformation n'est pas née au cours de ces années et l'histoire de notre civilisation est parsemée d'épisodes d'informations déformées pour manipuler l'opinion publique, trouver des ennemis publics ou justifier les guerres et la répression. Les médias et les sujets ont changé, le monde de l'information est devenu plus complexe tout autant que notre société. Une société complexe qui suit les innovations technologiques et la nécessité de raccourcir l'espace et le temps. Cependant, plus l'information devient petite, légère et rapide, plus son poids dans les systèmes démocratiques augmente : si les votes des citoyens peuvent être conditionnés par un récit déformé de la réalité, les structures de pouvoir et de représentation sont plus susceptibles de suivre. Heureusement, la prise de conscience de ce phénomène a également évolué et l'éducation aux médias est devenue un sujet d'étude très structuré et répandu, impliquant de nombreux professionnels et adaptable à différents contextes. L'objectif de la dernière partie de ce guide est de donner une idée de ce que peut être un cours d'éducation aux médias pour adultes défavorisés, sur la base des recherches qui ont été effectuées. Comme nous l'avons montré précédemment, les habitudes de consommation d'information évoluent dans nos pays et on assiste également à une forte expansion de la méfiance à l'égard des chaînes grand public. Par ailleurs, d'un point de vue juridique et institutionnel, l'équilibre entre la protection des droits d'expression et la création d'instruments efficaces pour punir ceux qui diffusent des fausses nouvelles reste une question cruciale à laquelle les institutions font face avec difficulté. À cela s'ajoutent la crise du journalisme, l'expansion des réseaux sociaux et leur émergence comme principaux canaux de communication, ainsi que la diffusion de l'IA, capable de créer n'importe quel type de texte, d'image et de son en quelques secondes. Un programme d'éducation aux médias doit nécessairement prendre en compte tous ces facteurs et évoluer dans plusieurs directions. L'une des orientations fondamentales concerne les compétences numériques : il est crucial d'accroître les compétences numériques des adultes, tant de base qu'avancées. L'IA peut être un allié stratégique dans la lutte contre la désinformation, en essayant de maximiser tous ses avantages dans ce but. Afin d'utiliser l'IA de manière consciente et positive, il est important de savoir comment l'utiliser et de profiter de toutes ses fonctionnalités importantes. Les aptitudes et compétences numériques à aborder sont aussi celles qui sont généralement considérées comme allant de soi, comme l'utilisation des réseaux sociaux : si nous les considérons comme des places virtuelles où nous rencontrons d'autres personnes et où nous pouvons nous exprimer, nous pouvons facilement imaginer comment il faut savoir comment se comporter, exactement comme nous le ferions en personne. Par conséquent, travailler sur la prise de conscience qu'une place virtuelle a un impact sur la vie réelle et sur la violence dans le monde numérique équivaut tout simplement au monde hors ligne. Travailler sur les pratiques de la netiquette, sur les comportements à adopter en ligne, sur comment se défendre contre la violence sur le web et comment la combattre. Une autre direction concerne la pensée critique et, par conséquent, le raisonnement approfondi sur ce qui constitue l'actualité. Parmi les bonnes pratiques identifiées, certaines concernent des ateliers spécifiquement consacrés à l'élaboration de l'actualité. Cela passe par le développement de plusieurs compétences allant de savoir représenter un fait de manière critique et objective, jusqu'à son inverse, à savoir le fact-checking, le processus de vérification des sources. Une autre piste à explorer concerne la responsabilité généralisée : c'est-à-dire développer la conscience de l'impact de ses actions sur les autres et vice versa. Ainsi, enseigner des pratiques de citoyenneté active, de journalisme participatif, de démocratie directe et de protection du bien-être collectif. En fait, il est fondamental de reconnaître la recherche de l'objectivité comme un

bien commun et comme un trésor qui s'acquiert grâce à un processus qui implique tout le monde, des citoyens aux institutions. Comment développer un programme d'éducation aux médias ? La comparaison avec les éducateurs interrogés et la recherche de pratiques vertueuses sont capables de nous donner des points d'orientation importants sur les modalités. Pour commencer, il est fondamental de poursuivre la recherche et la cartographie : connaître les réalités et les expériences les plus intéressantes, connaître les habitudes de consommation d'information, identifier les zones et les segments de la population qui rencontrent les plus grands problèmes et agir efficacement. Par ailleurs, les pratiques éducatives qui se sont révélées les plus efficaces sont celles qui rendent le rôle du participant plus actif. L'éducation aux médias doit être comprise non seulement comme transmissive mais aussi comme participative, à travers des pratiques non formelles et des méthodologies innovantes. Parmi les méthodologies les plus intéressantes dans ce domaine figurent la gamification, l'apprentissage par la pratique et le divertissement ludo-éducatif. Ce sont autant de méthodologies qui activent le participant et agissent sur le développement des compétences à travers leur internalisation et personnalisation de ce qui est enseigné. Il s'agit évidemment de méthodologies qui atteignent une efficacité maximale grâce à une utilisation consciente du langage, qui doit être simple, non technique, inclusif et direct. Il n'existe probablement pas de solution universelle pour un cours d'éducation aux médias efficace, et la rapidité de l'innovation nécessite un exercice de mise à jour continue. Il est crucial de ne pas s'arrêter et de continuer sur cette voie participative et démocratique, dans laquelle tous les membres de la communauté sont impliqués et pour laquelle ce partenariat espère avoir apporté une petite contribution avec le travail en cours. Une autre piste à explorer concerne la responsabilité généralisée : c'est-à-dire développer la conscience de l'impact de ses actions sur les autres et vice versa. Ainsi, enseigner des pratiques de citoyenneté active, de journalisme participatif, de démocratie directe et de protection du bien-être collectif. En fait, il est fondamental de reconnaître la recherche de l'objectivité comme un bien commun et comme un trésor qui s'acquiert grâce à un processus qui implique tout le monde, des citoyens aux institutions. Comment développer un programme d'éducation aux médias ? La comparaison avec les éducateurs interrogés et la recherche de pratiques vertueuses sont capables de nous donner des points d'orientation importants sur les modalités. Pour commencer, il est fondamental de poursuivre la recherche et la cartographie : connaître les réalités et les expériences les plus intéressantes, connaître les habitudes de consommation d'information, identifier les zones et les segments de la population qui rencontrent les plus grands problèmes et agir efficacement. Par ailleurs, les pratiques éducatives qui se sont révélées les plus efficaces sont celles qui rendent le rôle du participant plus actif. L'éducation aux médias doit être comprise non seulement comme transmissive mais aussi comme participative, à travers des pratiques non formelles et des méthodologies innovantes. Parmi les méthodologies les plus intéressantes dans ce domaine figurent la gamification, l'apprentissage par la pratique et le divertissement ludo-éducatif. Ce sont autant de méthodologies qui activent le participant et agissent sur le développement des compétences à travers leur internalisation et personnalisation de ce qui est enseigné. Il s'agit évidemment de méthodologies qui atteignent une efficacité maximale grâce à une utilisation consciente du langage, qui doit être simple, non technique, inclusif et direct. Il n'existe probablement pas de solution universelle pour un cours d'éducation aux médias efficace, et la rapidité de l'innovation nécessite un exercice de mise à jour continue. Il est crucial de ne pas s'arrêter et de continuer sur cette voie participative et démocratique, dans laquelle tous les membres de la communauté sont impliqués et pour laquelle ce partenariat espère avoir apporté une petite contribution avec le travail en cours. Une autre piste à explorer concerne la responsabilité généralisée : c'est-à-dire développer la

conscience de l'impact de ses actions sur les autres et vice versa. Ainsi, enseigner des pratiques de citoyenneté active, de journalisme participatif, de démocratie directe et de protection du bien-être collectif. En fait, il est fondamental de reconnaître la recherche de l'objectivité comme un bien commun et comme un trésor qui s'acquiert grâce à un processus qui implique tout le monde, des citoyens aux institutions. Comment développer un programme d'éducation aux médias ? La comparaison avec les éducateurs interrogés et la recherche de pratiques vertueuses sont capables de nous donner des points d'orientation importants sur les modalités. Pour commencer, il est fondamental de poursuivre la recherche et la cartographie : connaître les réalités et les expériences les plus intéressantes, connaître les habitudes de consommation d'information, identifier les zones et les segments de la population qui rencontrent les plus grands problèmes et agir efficacement. Par ailleurs, les pratiques éducatives qui se sont révélées les plus efficaces sont celles qui rendent le rôle du participant plus actif. L'éducation aux médias doit être comprise non seulement comme transmissive mais aussi comme participative, à travers des pratiques non formelles et des méthodologies innovantes. Parmi les méthodologies les plus intéressantes dans ce domaine figurent la gamification, l'apprentissage par la pratique et le divertissement ludo-éducatif. Ce sont autant de méthodologies qui activent le participant et agissent sur le développement des compétences à travers leur internalisation et personnalisation de ce qui est enseigné. Il s'agit évidemment de méthodologies qui atteignent une efficacité maximale grâce à une utilisation consciente du langage, qui doit être simple, non technique, inclusif et direct. Il n'existe probablement pas de solution universelle pour un cours d'éducation aux médias efficace, et la rapidité de l'innovation nécessite un exercice de mise à jour continue. Il est crucial de ne pas s'arrêter et de continuer sur cette voie participative et démocratique, dans laquelle tous les membres de la communauté sont impliqués et pour laquelle ce partenariat espère avoir apporté une petite contribution avec le travail en cours.

les pratiques éducatives qui se sont révélées les plus efficaces sont celles qui rendent le rôle du participant plus actif. L'éducation aux médias doit être comprise non seulement comme transmissive mais aussi comme participative, à travers des pratiques non formelles et des méthodologies innovantes. Parmi les méthodologies les plus intéressantes dans ce domaine figurent la gamification, l'apprentissage par la pratique et le divertissement ludo-éducatif. Ce sont autant de méthodologies qui activent le participant et agissent sur le développement des compétences à travers leur internalisation et personnalisation de ce qui est enseigné. Il s'agit évidemment de méthodologies qui atteignent une efficacité maximale grâce à une utilisation consciente du langage, qui doit être simple, non technique, inclusif et direct. Il n'existe probablement pas de solution universelle pour un cours d'éducation aux médias efficace, et la rapidité de l'innovation nécessite un exercice de mise à jour continue. Il est crucial de ne pas s'arrêter et de continuer sur cette voie participative et démocratique, dans laquelle tous les membres de la communauté sont impliqués et pour laquelle ce partenariat espère avoir apporté une petite contribution avec le travail en cours.



# 9. Les références

- Abreu, C. M. de., *Truth or fake - paris: Digital Artist's Pride Month Creation Sparks fake news and homophobia on Twitter*, 2023
- Agicom, *L'informazione alla prova dei giovani*, servizio economico-statistico, 2020
- Aroldi P., et al., *Media Literacy Versus Fake News. Esperienze e best practice in Italia*, 2022
- Censis, *18° Rapporto sulla comunicazione, I media della crisi*, Roma, 2022
- EU Disinfo Lab, 2023,
- European Commission (2022), *Digital Economy and Society Index (DESI) 2022*, Greece
- European Commission (2022), *Digital Economy and Society Index (DESI) 2020*, Lithuania
- France 24, *France says uncovers major disinformation campaign by Russia*, 2023
- Gillis A. S., *What is a competency framework?*, retrieved from: <https://www.techtargget.com/searchhrsoftware/definition/competency-framework>
- Hobbs R. *Media Literacy Foundations*, University of Rhode Island, 2019
- Kralj, L., *Greece: a snapshot of digital skills*, 2023
- *Les Ateliers de l'info*. 2023,
- LibertiesEU, *Misinformazione vs Disinformazione: definizione ed esempi*
- Ministère de la Culture, *Media Mobilisation for Media and Information Literacy*. 2023
- Ministère de la Culture, *Media Mobilisation for Media and Information Literacy*. 2023
- Pérez Tornero J. M., *Media Literacy New Conceptualisation, New Approach, January 2008, Sweden: The International Clearinghouse on Children, Youth and Media*
- Prithvi Iyer, *Bolstering Election Credibility in the US and Brazil: The Impact of Prebunking and Validating Sources*, 2024, Policy Tech Press
- Ravazzani P., Scarfi M. R., Zeni O. *La tecnologia 5G non diffonde il COVID-19*, 2020
- RTR.at (2023a), *Medienkompetenz - Schlüssel "Bildung" als gesamtgesellschaftliche Aufgabe*, 2023
- Saferinternet.at, *Das Internet sicher nutzen*, 2023,
- Statista.de, *Tägliche Nutzungsdauer verschiedener Medien in Österreich in den Jahren 2021 und 2022*
- Viard-Guillot L., *82% of Internet users protected their personal data online*, 2022
- Vinocur, N., *Yellow jackets "fake news" shared millions of times on Facebook*, 2019
- World Economic Forum, *The Global Risk Report 2024*, 2024, <https://www.weforum.org/publications/global-risks-report-2024/>

## Sites Internet

[www.factuel.afp.com](http://www.factuel.afp.com)

[www.apa.at/service/faktencheck-2/](http://www.apa.at/service/faktencheck-2/)

[www.arcom.fr](http://www.arcom.fr)

[www.check4facts.gr/about/project](http://www.check4facts.gr/about/project)

[www.clemi.fr/fr/ressources/nos-ressources-videos/ateliers-declic-critique.html](http://www.clemi.fr/fr/ressources/nos-ressources-videos/ateliers-declic-critique.html)

[www.commit.at/projekte/miles](http://www.commit.at/projekte/miles)

[www.cremi.it/tecnologie-digitali-per-vivere-attivamente-un-progetto-di-educazione-ai-media-ri-volto-alla-terza-eta](http://www.cremi.it/tecnologie-digitali-per-vivere-attivamente-un-progetto-di-educazione-ai-media-ri-volto-alla-terza-eta)

[www.cybersafety.cy/](http://www.cybersafety.cy/)

[www.digitalstrategy.gov.gr/en](http://www.digitalstrategy.gov.gr/en)

[www.disinfo.eu](http://www.disinfo.eu)

[www.elearning.iep.edu.gr/study/course/index.php?categoryid=44](http://www.elearning.iep.edu.gr/study/course/index.php?categoryid=44)

[www.ellinikahoaxes.gr/about-us](http://www.ellinikahoaxes.gr/about-us)

[www.factcheckcyprus.org](http://www.factcheckcyprus.org)

[www.france24.com/en/live-news/20230613-france-says-uncovers-major-disinformation-campaign-by-russia](http://www.france24.com/en/live-news/20230613-france-says-uncovers-major-disinformation-campaign-by-russia)

[www.francetvinfo.fr/replay-radio/emissions-podcasts.html](http://www.francetvinfo.fr/replay-radio/emissions-podcasts.html)

[www.liberties.eu/it/stories/misinformazione-vs-disinformazione/43752](http://www.liberties.eu/it/stories/misinformazione-vs-disinformazione/43752)

[www.meddmo.eu/](http://www.meddmo.eu/)

[www.mediaeducationlab.com](http://www.mediaeducationlab.com)

[www.medialiteracy.pi.ac.cy](http://www.medialiteracy.pi.ac.cy)

[www.meetcenter.it/it/freeyou-il-corso-di-formazione-per-la-media-literacy/](http://www.meetcenter.it/it/freeyou-il-corso-di-formazione-per-la-media-literacy/)

[www.mimikama.org/](http://www.mimikama.org/)

[www.politico.eu/article/yellow-jacket-protest-fake-news-shared-millions-of-times-on-facebook-study](http://www.politico.eu/article/yellow-jacket-protest-fake-news-shared-millions-of-times-on-facebook-study)

[www.raisplay.it/programmi/pillolecontroladisinformazione](http://www.raisplay.it/programmi/pillolecontroladisinformazione)

[www.saferinternet.at](http://www.saferinternet.at)

[www.saferinternet.at/fileadmin/categorized/Materialien/Fake-News\\_Bingo.pdf](http://www.saferinternet.at/fileadmin/categorized/Materialien/Fake-News_Bingo.pdf)

[www.schoolmedia.it/Laboratorio-di-scrittura.html](http://www.schoolmedia.it/Laboratorio-di-scrittura.html)

[www.techtarget.com/searchhrsoftware/definition/competency-framework](http://www.techtarget.com/searchhrsoftware/definition/competency-framework)

[www.vdu.lt/lt/study/subject/11156](http://www.vdu.lt/lt/study/subject/11156)

# Partenaires



COORDINATEUR

**BürgerInnen Forum Europa** – Autriche

<https://www.buergerforum-europa.at/>



**Neapolis University Pafos (NUP)** – Chypre

<https://www.nup.ac.cy/>



**Athens Lifelong Learning Institute** – Grèce

<https://www.nup.ac.cy/>



**Centro per lo Sviluppo Creativo “Danilo Dolci” (CSC)** – Italie

<https://danilodolci.org/>



**Syncnify** – France

<https://www.syncnify.fr/>



**Vsi Socialiniu inovaciju centras (SIC)** – Lituanie

<https://www.socin.lt/>





# CheckMate

Donner aux Européens les moyens d'agir  
pour une citoyenneté avertie des médias

Erasmus + - KA2 : Partenariat de Coopération – Adulte  
Projet n° 2023-1-AT01-KA220-ADU-000155104



**Co-funded by  
the European Union**

Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or OeAD-GmbH.  
Neither the European Union nor the granting authority can be held responsible for them.